



VOL. 69, NO. 4

Octobre -- October 2010

Table des matières

	<i>Page</i>
DÉJEUNER AAFI-AFICS – SAVEURS D'AUTOMNE	2
ÉDITORIAL	3
AAFI-AFICS FÊTE SES 70 ANS	4
LA FAFICS FÊTE SES 35 ANS.....	7
39 ^{ème} SESSION DU CONSEIL DE LA FAAFI.....	15
COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS	17
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS.....	18
HUMOUR.....	19
NOUVEAUX MEMBRES	44
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	45

Table of Contents

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS LUNCH – AUTUMN FLAVOURS	2
EDITORIAL	20
CELEBRATING 70 YEARS OF AAFI- AFICS	21
FAFICS CELEBRATES 35 YEARS	24
REPORT ON THE 39 TH SESSION OF THE FAFICS COUNCIL, 2010.....	32
REPORT ON THE 2010 SESSION OF THE PENSION BOARD	33
OF CABBAGES AND KINGS	35
ANYONE FOR SHAKESPEARE?	36
HUMOUR.....	39
UK CONSULAR SERVICES.....	40
LETTERS TO THE EDITOR.....	41
NEW MEMBERS	44
THEY HAVE PASSED AWAY	45

Page de couverture – cover page

Les photographies qui figurent à la page de couverture ont été prises lors du Séminaire « PENSER À DEMAIN » qui a eu lieu au BIT le 28 septembre. La Salle du Conseil du BIT était pleine - quelques 350 personnes – pour écouter des présentations à la fois édifiantes et pleines d'humour sur la retraite, les testaments et les successions, et la nécessité d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Une lettre d'un participant figure en anglais sous la rubrique « Letters to the Editor ». Il y aura un rapport plus complet dans le prochain *Bulletin*.

The front cover photographs were taken at the AAFI-AFICS INFORMATION SEMINAR ON « THINKING ABOUT THE FUTURE » which took place in the ILO on 28 September. The ILO Governing Body Room was full – some 350 participants – to hear enlightening and humorous presentations on a range of subjects relating to retirement, wills and testaments and the need for action before it is too late.

A letter from a participant is included under "Letters to the Editor". A fuller report will be provided in the next issue of the *Bulletin*.

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT; SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

AAFI-AFICS LUNCH – AUTUMN FLAVOURS

ILO RESTAURANT, TUESDAY 30 NOVEMBER 2010

APERITIF FROM 12 : 00

DÉJEUNER AAFI-AFICS – SAVEURS D'AUTOMNE

RESTAURANT DU BIT, MARDI 30 NOVEMBRE 2010

APÉRITIF À PARTIR DE 12 : 00

MENU

CRUMBLE AU POTIRON

**DAUBE DE CERF
CHOU ROUGE BRAISÉ AUX MIRABELLES
GRATIN DE CROZET**

CLAFOUTIS MI-FIGUE MI-RAISIN

Apéritif, vins, eaux minérales et café

Guest Speaker/Invité : Mr Serguei RASKALEI
Chief, Human Resources Management Service, UNOG



PRICE /PRIX : 45.00 (all inclusive / tout compris)

**PLEASE REGISTER BY 25 NOVEMBER 2010
PRIÈRE DE VOUS INSCRIRE AVANT LE 25 NOVEMBRE 2010**

**AAFI-AFICS, Bureau A-265, Palais des Nations, CH-1211 GENÈVE 10
e-mail : aafi-afics @unog.ch. Tél. 022 917 3330**

ÉDITORIAL

Regarder l'avenir a ses avantages ; se tourner vers le passé a les siens. J'hésite à choisir. Je dirais même plus, j'hésite à employer le mot hésiter, mais je pense qu'il traduit vraiment le dilemme auquel je suis confronté.

Nous devons regarder l'avenir, mais nous ne pouvons faire table rase du passé. Comme un grand philosophe aurait pu le dire : tout dépend du contexte.

C'est pathétique, pensons-nous, lorsque nous avons à faire à ceux qui n'arrêtent pas de ressasser sur les "heures de gloire" du passé ; après tout, il y a soixante ans, mes étés n'étaient pas tous parfaits : simplement, j'étais plus jeune. Je suis non moins sur mes gardes devant ceux qui tournent en ridicule l'histoire et l'expérience et ne vivent qu'au présent, réinventant sans cesse la roue - neuve et améliorée - pour les générations futures !

Edmund Burke, dans ses 'Réflexions sur la Révolution en France', décrit clairement ma préoccupation : « Nul ne pourra laisser son nom à la postérité qui ignore ses ancêtres ».

C'est ainsi que, pour commencer à réfléchir à l'avenir, nous jetons, dans ce Bulletin, un regard attentif sur les réalisations de nos ancêtres de l'AAFI-AFICS et de la FAFICS. Nous commémorons le 70ème anniversaire de l'AAFI-AFICS et le 35^{ème} anniversaire de la FAFICS, la fédération des afics.

Nous sommes en bonnes mains. Nous publions des contributions de deux anciens présidents de l'AAFI-AFICS qui furent, à un certain moment, président et secrétaire de la FAFICS, à savoir Amir (Ali) et Anders (Tholle).

Loin d'être des souvenirs poussiéreux, leurs récits nous invitent tous à réfléchir à l'avenir de notre Association en nous appuyant sur le passé. Nous avons commencé au Comité une discussion qui se poursuivra en novembre sur de nouveaux moyens de renforcer les relations entre l'AAFI-AFICS et les associations-sœurs des diverses Organisations ayant leur siège à Genève.

Mieux encore, nous avons décidé de paraphraser le thème de notre séminaire 2010 sur les testaments et les successions en un leitmotiv. Tel un slogan, il préfacera - surtout pour ceux qui s'apprêtent à partir en retraite - toutes nos interventions dans les séminaires de préparation à la retraite et autres activités : "PENSEZ À DEMAIN : ADHÉREZ À L'AAFI-AFICS".

Roger Eggleston



AAFI-AFICS FÊTE SES 70 ANS

Alors que nous préparions notre 60ème anniversaire en 2000, de charitables amis nous faisaient remarquer que nous devions nous tromper. *On ne comprend pas*, disaient-ils ; *les Nations Unies ont seulement 45 ans. Comment une association de retraités peut-elle en avoir atteint 60 ?*

Nous l'avons pu et nous l'avons fait. Je vais vous dire comment.

Mais, tout d'abord laissez-moi vous dire pourquoi nous commémorons ce 70ème anniversaire. Ce n'est pas un nombre aussi prestigieux que le 50^{ème} ou le 75^{ème} mais, en langage biblique, on le désigne par l'expression 'trois vingtaines plus dix ans' (*en anglais : three score and ten - NDIR*). C'est aussi l'année du 35^{ème} anniversaire de la Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI-FAFICS) qui a exactement la moitié de notre âge.

De toute façon, les anniversaires sont toujours utiles en ce qu'ils nous forcent à faire un bilan du passé et à scruter l'avenir, gardant en mémoire, tel Sam Goldwyn, que « les prédictions sont très compliquées à faire, surtout quand il s'agit du futur ».

Comme, pour ma part, j'ai "quatre vingtaines plus sept ans" il serait présomptueux de parler du futur. Je dois nécessairement me limiter au passé.

Amicale des anciens du BIT

La Deuxième guerre mondiale, a été en quelque sorte la sage-femme qui a présidé à la naissance de notre association : à l'origine, l'Amicale des anciens du BIT. En 1940, la Société des Nations et son complément, l'OIT, se trouvaient encerclées par les puissances de l'Axe. Il était évident qu'elles ne pouvaient plus fonctionner normalement et, bien entendu, leurs ressources piquèrent du nez. Partant, un grand nombre de fonctionnaires furent mis à pied ou virent leur contrat suspendu et Genève se retrouva soudain nantie d'une catégorie substantielle de population : les "anciens" fonctionnaires, pour un bon nombre sans permis de résidence, sans emploi, munis d'une maigre pension et protégés par des caisses de pensions et d'assurance maladie à l'avenir pour le moins incertain.

Il existait une solidarité plus grande entre les anciens fonctionnaires du BIT qu'entre ceux de la SdN : moins nombreux, ils avaient l'impression de former une famille. Ils avaient eu à leur tête un chef charismatique en la personne d'Albert Thomas, admiré par tout le personnel, ainsi qu'un Syndicat dynamique. Côté SdN, les efforts des anciens pour s'unir n'aboutissaient pas.

D'anciens fonctionnaires du BIT se réunirent le 19 juillet 1940 pour adopter les statuts d'une *Amicale des Anciens Fonctionnaires du BIT* ; c'était un début. Le Syndicat du personnel fit un don de 500 Fr suisses en guise de mise de fonds initiale. La cotisation annuelle était fixée à 6 Fr et pouvait être payée en deux fois. L'obtention d'un travail, les permis de résidence, les impôts, les pensions et l'assurance maladie figuraient au premier rang de leurs préoccupations. L'ancienne Caisse des pensions autorisait un fonctionnaire à prélever tous ses droits en un seul paiement forfaitaire et nombreux furent ceux qui, inquiets des incertitudes de ce temps de guerre, en profitèrent. Cela se révéla, pour eux, catastrophique. Ceux qui, en 1946, créèrent la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies surent tenir compte de cette expérience.

Parmi les six comités alors mis en place, celui consacré aux sports et aux activités de loisir n'était pas le moins actif. Le Salève était le giron des grimpeurs genevois, les "varappeurs" ; c'était aussi la destination favorite des pique-niques et des sorties de week-end. On découvrit soudain avec consternation qu'en fin de compte ce n'était pas une montagne genevoise mais bien française et que la frontière était fermée. Les délégués de Genève au Congrès de Vienne en 1814 avaient été bien bêtes de ne pas inclure le Salève dans le territoire de leur République !

Un secrétariat était ouvert deux heures en fin de journée et les réunions se tenaient à la *Brasserie Moderne*. On lança un Bulletin. En un an le nombre des membres dépassa les deux cents. Le membre le plus actif était Jean Desplanque, conseiller juridique et membre du Comité. Non content d'être un tigre dans le moteur, il aidait à trouver des solutions à maints problèmes individuels. Si notre association avait un tableau d'honneur, son nom figurerait en tête.

En 1955, l'Amicale vécut une transformation radicale et salutaire. Sur une proposition de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI-FICSA), elle se transforma en Association des anciens

fonctionnaires internationaux (AAFI-AFICS). Il y existait alors plusieurs institutions spécialisées et programmes autonomes : la "nouvelle" association était ouverte à tous les anciens fonctionnaires du système des Nations Unies dans le monde entier.

Un second important changement survint vingt ans plus tard alors que le nombre d'anciens fonctionnaires internationaux se multipliait et que des associations étaient créées à New York, Rome, Paris, puis progressivement dans quelque quarante autres lieux. Lorsque l'Association de New York fut mise en place en 1970, celle-ci refusa l'idée émise par la nôtre de devenir une branche de l'AAFI-AFICS plutôt qu'une entité séparée. Notre président était alors Paul Blanc : il discuta de cette question avec ses collègues de New York et ils tombèrent d'accord pour créer une Fédération. En y réfléchissant avec le recul des années, je pense que c'était de loin la solution la plus sage. La Fédération a grandi en force ; elle a trouvé sa place au Comité mixte de la Caisse des pensions ; elle célèbre cette année, avec enthousiasme, son 35^{ème} anniversaire.

Il n'est pas sans intérêt de relever que les deux négociateurs étaient tous deux genevois et imprégnés de ce que l'on a appelé *L'Esprit de Genève*. Je propose d'ajouter leurs noms à notre tableau d'honneur imaginaire.

Lorsque je rejoignis le Comité de l'AAFI-AFICS en 1986, son président, Sven Grabe - une centrale électrique à lui tout seul - n'était pas seulement entièrement dévoué au travail de notre Association, mais l'un des leaders de la FAFICS. Molly Bruce était la présidente de la FAFICS. C'était Sven Grabe qui relevait les questions à l'ordre du jour du Comité mixte qui concernaient les anciens fonctionnaires ; c'était lui qui rédigeait les résumés des documents et préparait les interventions qu'il convenait de faire.

Sven et moi avions siégé ensemble au Comité mixte pendant de nombreuses années ; il y représentait les participants du BIT et moi son directeur général. Sven m'emmena aux réunions de la FAFICS, estimant que lorsque Molly Bruce se retirerait de la présidence, quelqu'un de Genève devrait prendre sa place. Et c'est ainsi que je me retrouvai un jour président de la FAFICS.

Le prédécesseur de Sven Grabe était resté président plus longtemps qu'il aurait fallu ; ce qui, certainement, incita Sven à déclarer qu'il démissionnerait à l'âge de 75 ans. Nombreux sont ceux qui font de telles annonces ; rares ceux qui les respectent. Sven s'en tint à ce qu'il avait dit. En octobre 1993, il déclara qu'il avait atteint 75 ans et qu'il allait s'en aller. J'étais alors vice-président et j'étais préoccupé de voir que les jours passaient et que Sven ne s'occupait pas de sa succession. Il dit alors que les membres du Comité connaissait depuis des années la date de sa retraite : c'était à eux de choisir son successeur.

J'invitai les membres du Comité (moins Sven) à se réunir informellement pour discuter d'abord de la façon dont nous allions dire au revoir à Sven et, ensuite, de sa succession. La question du déjeuner d'adieu et des autres formalités connexes fut rapidement réglée. La seconde question était plus difficile. Nul n'était prêt à assumer cette responsabilité et à la fin de la discussion, je découvris que j'étais président.

J'avoue que je n'étais pas très chaud. Je pensais qu'en tant que président de la FAFICS, j'avais bien assez à faire. Quand il devint évident que je n'avais pas mon mot à dire, que je le veuille ou non, je posai fermement une condition : ce ne serait pas pour plus de deux ans.

Cette condition, c'était finalement beaucoup de bruit pour rien. Il me faut confesser que j'ai beaucoup aimé être président dès le moment où j'ai pris mes fonctions. J'ai aimé la correspondance ; j'ai aimé le Bulletin ; j'ai aimé les déjeuners ; j'ai aimé traiter les problèmes personnels ; j'ai même commencé à aimer l'ordinateur. J'aurais été contrarié, mais vraiment très contrarié, si mes collègues avaient pris au mot ma condition "à la Sven" et m'avaient remplacé au terme des deux ans.

Au fait, Sven est - à l'évidence - un autre candidat à notre tableau d'honneur imaginaire.

Trois événements ont pris une place marquante dans notre Association. Le premier fut l'ordinateur et le courrier électronique. Heinz Harder était notre expert incontournable en ordinateurs. Il eut la tâche difficile de nous aiguillonner et de nous guider pour nous faire entrer dans l'ère électronique. En passant, je dois dire que, bien que nous ayons travaillé ensemble une dizaine d'années avant de prendre notre retraite, c'est de l'avoir fait après cette date qui nous a vraiment rapprochés. Sa mort prématurée fut un choc très dur pour moi, personnellement, et pour l'Association.

Le second événement fut l'importance grandissante que prit la FAFICS dans nos vies et l'influence croissante des membres et des groupes dans les pays lointains. Des associations se constituaient mais elles étaient souvent de petite taille. Dans le domaine des pensions, l'AAFI-AFICS était parfois en mesure d'apporter son aide. Elle comptait parmi ses membres des spécialistes des questions de pensions qui

avaient eu une expérience directe des travaux du Comité mixte. Elle pouvait suivre ce qui se passait à la Caisse des pensions. Elle avait d'excellentes relations avec le Bureau de Genève de la CCPNU.

Le troisième événement fut la création d'associations d'anciens fonctionnaires des organisations ayant leur siège à Genève : une conjoncture propre à la seule ville de Genève. Alors que des "AFICS" sont habituellement constituées dans des villes où une organisation du Système des Nations Unies a son siège - New York, Paris, Rome, Montréal, etc. - Genève a accueilli pas moins de sept Organisations et de quatre Programmes autonomes. La première de ces associations fut la Section des anciens fonctionnaires du Syndicat du Personnel du BIT. Puis apparurent les associations d'anciens de l'OMS, de l'UIT, du GATT/OMC, du CIC et de l'OMM.

Quelles devaient être leurs relations avec l'AAFI-AFICS ? Et avec la FAFICS ? S'il était plus que normal que des collègues qui avaient travaillé ensemble puissent se rassembler au sein d'une association qui leur était propre, il était non moins important que le concept de solidarité entre tous les anciens fonctionnaires internationaux du Système des Nations Unies, cher à la FAFICS, demeure une valeur fondamentale. Sur la question des pensions, qui constitue l'une des premières préoccupations des fonctionnaires retraités et de l'AAFI-AFICS, il était important que tous les anciens fonctionnaires travaillent ensemble. La Caisse des pensions ne fait pas de différence entre les retraités, en fonction de leur organisation d'origine. Un pensionné est un pensionné.

C'était cette solidarité qui avait constitué le socle des succès remportés par la FAFICS au Comité mixte et donné toute sa force à sa voix.

L'astuce était alors est de combiner l'existence d'associations réunissant les anciens au sein d'une même Organisation et celle d'une association unifiée pour traiter les questions essentielles, telles que les pensions et, à l'occasion, de traiter avec les autorités genevoises. J'espère que les nombreuses années de discussions - parfois orageuses - ont permis de parvenir à un *modus vivendi* au mieux des intérêts de la communauté des anciens fonctionnaires toute entière. Les associations propres aux organisations fonctionnent chacune dans le domaine qui leur est propre. **Elles sont statutairement représentées au Comité de l'AAFI-AFICS.** Elles peuvent assister aux réunions de la FAFICS, si elles le souhaitent, dans le cadre de la délégation de l'AAFI-AFICS **avec le droit, le cas échéant, de faire valoir leur propre point de vue.** L'unité de tous les anciens fonctionnaires est maintenue.

Disons que *L'Esprit de Genève* a triomphé. Et ajoutons cet *Esprit*-là à notre tableau d'honneur !

Les deux années que j'avais l'intention de passer dans les fonctions de président se sont étirées pour en faire sept. J'ai été reconnaissant de l'occasion qui m'a été donnée de réaliser quelque chose que j'ai aimé et de la satisfaction d'avoir été utile - je l'espère - à notre communauté toute entière.

Aamir Ali

RAPPELONS D'AUTRES ANNIVERSAIRES

Un rappel à nos lecteurs que nous avons encore des exemplaires du Rapport Commémoratif publié en décembre 2009, 90ème anniversaire de la création de la fonction publique internationale.

Veillez nous contacter par écrit pour avoir une copie, en anglais ou en français.

LA FAFICS FÊTE SES 35 ANS

Le 26 juillet 2010, la Fédération des Associations d'Anciens Fonctionnaires Internationaux (la FAAFI, mieux connue sous son acronyme anglais, FAFICS) a fêté ses 35 ans d'existence juridique. Trente-cinq années de croissance considérable, aussi bien en nombre d'associations membres que de responsabilités à l'égard de la masse de plus en plus importante de retraités et de bénéficiaires de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL

Samedi 26 juillet 1975 : ce jour-là, les représentants de trois associations de retraités, Emmanuel Abensour de l'Association des anciens fonctionnaires internationaux de la FAO à Rome (FFOA), Patrick Home, de l'Association des anciens fonctionnaires internationaux de Genève (AAFI/AFICS), Henri Reymond, de l'Association des anciens fonctionnaires internationaux de New York (AFICS - New York) se réunissent dans une salle du Palais des Nations à Genève.

Un représentant du Comité des anciens fonctionnaires (CAF) de l'Association du personnel de l'UNESCO, Jean Guiton, assiste à la réunion : il explique que son Comité n'ayant pas de statut indépendant de celui de l'Association, il ne peut siéger qu'en tant qu'observateur.

La réunion est ouverte par Jean-René Rivet, vice-président de l'AAFI-AFICS de Genève qui s'excuse de ne pouvoir participer aux réunions suivantes car il a été invité à siéger en qualité d'observateur de la FAFICS à une réunion du Comité mixte de la caisse des pensions des Nations Unies qui se tient dans une autre salle du Palais des Nations

A l'unanimité, les participants élisent Paul Blanc (président de l'AAFI-AFICS-Genève) au poste de président du Conseil avec mandat d'exercer ces fonctions jusqu'à la fin de la prochaine session du Conseil, date à laquelle il pourra être réélu.

Ensuite, le Conseil procède à une mise à jour des statuts de la Fédération. Car, en effet, il existe déjà des statuts sur lesquels, en diverses consultations et réunions, les trois associations fondatrices, FFOA-Rome, AAFI-AFICS-Genève et AFICS-New York s'étaient déjà mises d'accord avant le 26 juillet 1975. Il a été possible en consultant les archives et les Bulletins de l'AAFI-AFICS à Genève, de retrouver la trace de la collaboration qui s'est instaurée entre ces associations dans les années 1970-74, de leur intention de créer une fédération et de lui donner des statuts. Ce travail de pionnier mérite d'être tout particulièrement évoqué : nous le ferons plus loin.

Le Conseil opère donc divers changements dans les statuts existants et, pour commencer, renonce à la mise en place, primitivement envisagée, d'un Comité exécutif qui ferait double emploi avec le Conseil. Il décide aussi de retenir la date du 1^{er} janvier, à la place du 31 décembre, pour commencer à faire le compte des associations membres. Poursuivant son ordre du jour, le Conseil reconnaît le besoin et l'utilité d'un échange systématique d'informations et de la réception de rapports sur les sessions du Comité mixte de la Caisse des pensions. Une proposition d'Henri Reymond de chercher à obtenir un statut permanent de représentant au Comité mixte est chaleureusement appuyée. Le Comité examine également d'autres questions telles que la procédure de recrutement de nouveaux membres, la délivrance de cartes d'identité et d'appartenance à une caisse d'assurance maladie pour les retraités. Le Conseil a décidé enfin que, dès lors que la Fédération aura son siège à Genève, tout travail nécessaire d'ordre administratif devrait normalement s'effectuer à Genève.

LES ASSOCIATIONS PIONNIÈRES

Bien avant la date historique du 26 juillet 1975, il y avait eu des contacts et une coopération entre les trois associations fondatrices et l'idée d'une fédération a commencé à poindre autour de l'année 1970. Il ne reste plus qu'à en identifier les membres ; en fait : Genève, New York et Rome.

GENÈVE

L'AAFI-AFICS est la première et la plus ancienne de toutes les associations. Elle a été fondée au début de la Deuxième guerre mondiale par un groupe de fonctionnaires du BIT qui a ressenti la nécessité de se

rassembler après qu'on leur a donné le choix de voir leur contrat suspendu ou résilié. Le Bureau de Genève a été fermé et un petit groupe de fonctionnaires a été délocalisé à Montréal afin que survive l'Organisation, même réduite à sa plus simple expression. Ceux qui sont restés à Genève créent alors, en 1940, une association appelée *l'Amicale des Anciens Fonctionnaires du BIT*. En 1941, une association similaire regroupe les anciens de la défunte Société des Nations mais elle fusionnera bientôt avec l'Amicale. En 1943, l'Association compte 223 membres, dont 44 vivent hors de Suisse.

Après la création de l'Organisation des Nations Unies à laquelle le siège de la SdN est remis, le Palais des Nations devient le siège de l'Office des Nations Unies pour l'Europe et d'autres institutions spécialisées viennent s'installer à Genève. Une Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est créée à laquelle adhèrent les institutions spécialisées du système des Nations Unies. Et le besoin apparaissant d'une association réunissant tous les pensionnés de cette Caisse, l'Amicale est amenée à se transformer elle-même, en 1955, en *Amicale des Anciens Fonctionnaires Internationaux*. L'augmentation continue du nombre de nouvelles organisations de la famille des Nations Unies fait que l'Amicale se transforme à son tour en *Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux / Association of Former International Civil Servants (AAFI/AFICS)* ouverte à tous les anciens de la fonction publique internationale.

NEW YORK

L'AFICS-New York est créée en 1970. L'initiative en revient à trois personnes qui ont déjà travaillé de près sur les questions de pensions : Alfred Landau, qui se trouve encore en activité et occupe un siège de représentant des participants au Comité mixte de la Caisse des pensions des Nations Unies ; Frank Weisl qui, en qualité de Sous-directeur général de la FAO, a été très actif au Comité mixte ; enfin Henri Reymond qui a représenté le chef du Secrétariat de l'OIT au Comité permanent du Comité mixte et est déjà membre de l'AAFI-AFICS à Genève. Alfred Landau a observé que les Etats membres, les chefs de secrétariat et les fonctionnaires en activité sont tous représentés au Comité mixte de la Caisse des pensions mais que les titulaires de pensions n'y ont aucune voix. Il écrit à ses collègues Frank Weisl et Henri Reymond et soumet au Conseil du personnel du siège des Nations Unies à New York l'idée de la création à New York d'une association semblable à celle de Genève (connue à l'époque sous son sigle AAFI.) Ses collègues estiment avec lui que la fondation à New York d'une association analogue à celle qui fonctionne à Genève serait très utile pour constituer le socle d'une représentation des retraités au Comité mixte. Ils réunissent vingt signatures au bas d'un appel adressé à tous les pensionnés vivant aux Etats-Unis et au Canada. Ils reçoivent 200 réponses, rédigent des statuts provisoires et une Assemblée constitutive est convoquée le 10 juin 1970.

ROME

La "Former FAO Officials Association" (FFOA) est créée en 1971 par un groupe de retraités de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Elle obtient l'assentiment du Directeur général de la FAO de l'époque, le Dr Addeke-Hendrik Boerma. Au moment de cette fondation, les seuls retraités du système des Nations Unies à Rome sont ceux de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM/WFP), lui-même créé en 1962. Toutefois, compte tenu de la naissance, en 1978, du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA/IFAD) et du fait que des retraités d'autres organisations du système des Nations Unies se sont installés à Rome et en Italie et, entre-temps, ont adhéré à la FFOA, l'association estime qu'elle doit changer son nom. Un premier référendum, en juin 1986, décide que, tout en gardant le même sigle, l'association doit devenir la "Former FAO and Other UN Staff Association", nom qu'elle porte encore aujourd'hui. Les objectifs de l'association stipulent entre autres que celle-ci représente les fonctionnaires retraités qui reçoivent des prestations de la Caisse des pensions des Nations Unies, dans tous les domaines de décisions qui les concernent, prises par la FAO, le PAM, le FIDA, la CCPPNU ou toute autre institution.

Début 1971, Emmanuel S. Abensour fondateur de la FFOA est le premier président de son Comité d'organisation ; A.L. Amato en est le vice-président; parmi les membres du Comité on relève le nom de John Stordy qui en sera le deuxième président.

Dans la Lettre circulaire n°1 de la FFOA, daté d'août 1971, Emmanuel Abensour qui a assisté en juillet à Genève, pour son association, à la 16^{ème} session du Comité mixte de la Caisse des pensions, tenue, écrit : « *Les associations existantes d'anciens fonctionnaires internationaux du système des Nations Unies (Genève, New York et Rome) réfléchissent à la création d'une Fédération qui serait ouverte à de futures semblables associations et aurait pour objectif de définir une politique commune en vue de donner la priorité à des améliorations des pensions, ainsi que de désigner un observateur et un observateur suppléant aux sessions du Comité mixte* ».

Dans la Lettre circulaire n° 2 de juin 1972, le président de la FFOA informe ses membres de la constitution d'une "Federation of Associations of Former International Civil Servants" dont le siège est installé à Genève : « *Le Comité exécutif est composé de MM. Paul Blanc, président de l'Association de Genève, Frank Weisl, président de l'Association de New York et Emmanuel S. Abensour, président de la FFOA à Rome. Les trois co-fondateurs ont décidé de se consulter afin d'adopter une ligne de conduite commune en vue du maintien et de l'amélioration du pouvoir d'achat des pensions* ».

Cette annonce reçoit un large écho. Elle est publiée dans « *FAO House News* » organe officiel publié par la FAO à l'intention de son personnel. L'article précise que les objectifs de la Fédération sont « *d'échanger des informations (entre ses membres) sur des sujets d'intérêt commun, de coordonner leurs activités ainsi que de protéger et de représenter leurs intérêts communs au sein du système des Nations Unies* ». Un Conseil et un Comité exécutif seront les organes de la Fédération. Les membres du Comité à ce moment-là étaient : F. Weisl (AFICS, New York), P. Blanc (AAFI, Genève), E.S. Abensour (FFOA, Rome).

[Préparé par Sabatino Salvi, Archiviste de la FFOA, 17 mai 2010]

LA PREMIÈRE FÉDÉRATION

Une première "Fédération d'Associations des Anciens fonctionnaires Internationaux" fait donc son apparition début 1971. Les bureaux de la FAFICS à Genève n'abritent aucun dossier sur ses activités mais il a été possible, grâce au *Bulletin de l'AAFI-AFICS* et à ses archives, de retracer les débuts de cette mini fédération.

Angela Butler, qui fut secrétaire exécutive de la FAFICS de 1982 à 1995, décrit, dans le numéro spécial du *Bulletin* publié en octobre 2000 pour commémorer les 60 ans de l'AAFI-AFICS, les événements du début des années 70. Elle note que les fonctionnaires prévoyants et les anciens fonctionnaires qui avaient commencé à mettre en place des associations de retraités, avaient rapidement décelé le besoin d'une structure faitière. Cette nécessité se faisait de plus en plus évidente du fait du grand nombre de membres du personnel des Nations Unies, du BIT, de l'OMS et du PNUD qui avaient fait carrière dans le "field", venant rarement au siège sauf pour des périodes de briefing ou de débriefing, et qui, lorsqu'ils prenaient leur retraite, avaient tendance à s'établir dans une gamme de pays encore plus large.

Les trois associations existantes en 1971 décident qu'une sorte de fédération est nécessaire, particulièrement pour faire entendre la voix des titulaires d'une pension à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En cette ère pré-électronique, ils communiquent entre eux par lettres, téléphone, télégrammes et télex. Pour pouvoir se consulter, Henri Reymond, de l'AFICS New York et Emmanuel Abensour de la FFOA à Rome, viennent à Genève et Paul Blanc, de l'AAFI-AFICS, se rend à New York.

Le résultat de ces efforts est que le Comité mixte de la Caisse des pensions accepte d'entendre un représentant des trois associations. C'est ainsi que le 23 juillet 1971 Paul Blanc prononce, devant le Comité mixte, la première déclaration faite au nom des associations de retraités de Genève, New York et Rome. Il annonce leur intention de créer une Fédération dont le siège sera à Genève. A l'avenir, dit-il, ce sera la Fédération qui désignera ses observateurs aux réunions du Comité mixte.

Au départ, on relève certaines divergences sur la façon dont la structure fédérale doit être articulée. L'AAFI-AFICS, à Genève, préférerait que l'on envisage un développement global de sa propre structure initiale - les associations de New York et de Rome en devenant des sections - qui serait appelée à s'agrandir avec la création de nouvelles associations. L'AFICS de New York estime qu'il devrait y avoir une Fédération composée d'associations indépendantes. Le président d'AFICS New York, Henri Reymond (également membre de l'AAFI-AFICS) et le président de l'association de Genève, Paul Blanc, finissent par se mettre d'accord pour la création d'une "Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux" dont le siège sera à Genève. Cet accord est entériné par la FFOA à Rome et appuyé par le Comité des Anciens fonctionnaires de l'UNESCO à Paris. Emmanuel Abensour, président de FFOA-Rome, se porte volontaire pour rédiger le projet de statuts de la nouvelle Fédération.

C'est ainsi que la FAFICS voit le jour, fin 1971 ou début 1972 - malheureusement la date exacte n'a pu être retrouvée - avec l'adoption de la déclaration solennelle suivante (citée dans le *Bulletin* de l'AAFI-AFICS du printemps 1972) :

«L'Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux (AAFI-AFICS) dont le siège est à Genève, l'Association of Former International Civil Servants, New York (pour les résidents dans les Amériques) et

l'Association of Former FAO Officials (FFOA), Rome ont constitué la Federation of Associations of Former International Civil Servants / Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAFICS-FAAFI) dont le siège est à Genève et l'adresse celle de l'AAFI-AFICS. Les objectifs de la Fédération sont d'échanger des informations sur les questions d'intérêt commun. De coordonner les activités des trois associations et de protéger et de représenter leurs intérêts communs dans l'organisation des Nations Unies, tout particulièrement dans le domaine des pensions. La Fédération agit par l'entremise d'un Conseil et d'un Comité exécutif composé des présidents des trois associations membres, actuellement P. Blanc à Genève, F. Weisl à New York et E.S. Abensour à Rome ».

Les nouveaux statuts sont adoptés en même temps que cette déclaration.

Les représentants des deux associations ayant leur siège en Europe se rendent mutuellement visite et vont à New York pour consultations avec AFICS-NY et le Secrétariat de la caisse des pensions. Ceux d'AFICS-NY font de même en allant à Genève et à Rome. Au cours des années 1972 à 1974, les trois associations coordonnent leurs activités de protection et de représentation de leurs intérêts communs et commencent leurs échanges d'information. Ils demandent le statut d'observateur aux réunions organisées par le Comité mixte et le Comité permanent dans les diverses villes siège du système des Nations Unies. Le Comité mixte accepte, sur une base *ad hoc*, leurs demandes d'assister à ces réunions, les observateurs étant autorisés à faire des déclarations devant le Comité et à intervenir sur les questions de pension ou les problèmes qui s'y rapportent, y compris sur la question de leur représentation au Comité mixte.

Comme il n'y avait pas de Secrétariat de la FAFICS à l'époque, il n'existe malheureusement aucun compte-rendu des activités de cette Fédération de trois associations.

Première année - 1975, 26 juillet : première session du Conseil

La nouvelle Fédération se met immédiatement au travail. Ainsi que cela est mentionné dans le rapport de la première réunion du Conseil le 26 juillet 1975, Jean-René Rivet, vice-président de l'AAFI/AFICS, qui accueille les représentants des autres associations, remplit déjà d'autres fonctions à Genève en qualité d'observateur de la FAFICS à la réunion du Comité mixte de la Caisse des pensions.

Deuxième année - 1976

La deuxième réunion du Conseil de la FAFICS, tenue à Genève le 27 août 1976, est préoccupée par le fait que des résolutions sur l'ajustement des pensions adoptées par certaines associations divergent des positions prises par d'autres associations. Derrière ces divergences apparaît une tension croissante entre les associations du fait que leurs membres sont diversement affectés par la fin de l'époque des taux de changes fixes entre le dollar des Etats-Unis et les autres monnaies. La réunion comprend la nécessité de mettre au point une déclaration de principes qui pourrait servir de base commune à toutes les associations membres. A la demande des participants à la session, MM. Masson et Rivet pour l'AAFI-AFICS et Reymond pour l'AFICS-New York, préparent un texte qui est adopté par le Conseil et soumis pour avis à toutes les associations. Ce texte stipule, entre autres, que :

« Le Conseil ayant examiné les diverses résolutions sur les pensions adoptées par les associations membres, estime que les divergences qui existent entre elles seraient de nature à porter préjudice à l'effort commun et déclare que :

Les pensions devraient à tout moment posséder un pouvoir d'achat égal dans tous les pays de résidence des pensionnés ;

Le pouvoir d'achat de la pension devrait être maintenu à tout moment, quelles que soient les variations qui peuvent intervenir dans le coût de la vie et les taux de change ;

Tout système d'ajustement des pensions devrait appliquer ces principes, non seulement aux futures pensions, mais aussi aux pensions en cours ;

En outre, le Conseil estime qu'à terme la solution logique, équitable et durable serait d'ajuster les pensions en fonction de l'évolution des salaires des personnels du système des Nations Unies en poste dans le pays de résidence des pensionnés ».

A cette même réunion le Conseil examine également la demande d'adhésion d'autres associations, à savoir le Comité des Anciens Fonctionnaires de l'UNESCO (qui, à l'époque, était un comité de l'association du

personnel de l'Organisation). Celui-ci a officiellement demandé à devenir membre à part entière de la Fédération. Le Comité accepte sa demande avec plaisir.

Une demande d'adhésion a également été reçue de l' "Association of Former United Nations Personnel in India" (AFUNPI) à Bangalore. Cette demande est aussi acceptée avec plaisir par le Comité, sous réserve d'un examen des statuts de l'association et de sa composition. A leur lecture, Paul Blanc, président de la FAFICS, écrit au secrétaire honoraire de l'association, C.P. Bhimaya que l'un des articles des statuts soulève un problème : l'adhésion de nouveaux membres est limitée aux seuls candidats de nationalité indienne. L'AFUNPI acceptera alors d'admettre des individus de nationalité autre qu'indienne et sa demande d'adhésion à la FAFICS sera confirmée.

Troisième année: 1977

Le Conseil tient sa troisième réunion au siège de l'UNESCO, à Paris, les 13 et 14 octobre 1977. Il a devant lui un bref rapport écrit de Paul Blanc, son président. Celui-ci mentionne que l'AFUNPI-Bangalore a été admise comme membre de la Fédération. Il mentionne également que la FAFICS a été présente à 22^{ème} session du Comité mixte de la Caisse des pensions en novembre 1976, Frank Weisl (AFICS-New York) occupant un siège d'observateur, Jean-René Rivet étant observateur suppléant. Du 18 au 29 juillet 1977, J.-R. Rivet a participé comme observateur à la 23^{ème} session du Comité mixte à Nairobi

La session du Conseil est présidée par Paul Blanc. Charles Lederrey (AAFI/AFICS) est élu Secrétaire de la réunion afin d'en préparer, en anglais et en français, un projet de procès-verbal qui sera soumis aux délégués pour observations. Le Conseil réitère sa déclaration sur les pensions adoptée à la session précédente. Il prend note de l'admission d'un cinquième membre, l'AFUNPI et de la décision de celle-ci d'accepter la demande de la FAFICS de ne pas limiter sa composition aux seuls anciens fonctionnaires de nationalité indienne et de s'ouvrir à tous les anciens fonctionnaires du système des Nations Unies vivant en Inde.

Le Conseil a été informé de la création probable de nouvelles associations à Vienne et au Royaume-Uni. Il observe qu'il existe une assez large variété en ce qui concerne les caractéristiques des associations. Certaines n'acceptent que les "retraités" (FFOA), d'autres les "anciens fonctionnaires" (AAFI/AFICS, AFICS-New York et le Comité de l'UNESCO); d'autres encore accueillent aussi les "fonctionnaires en activité" (AAFI-AFICS), ceux qui ont eu un minimum de 5 ans de service (AFICS-New York), ou de 3 ans de service (AAFI-AFICS); certaines imposent un cadre territorial, comme les "résidents en Inde" (AFUNPI), un cadre d'organisation (UNESCO), ou encore acceptent d'anciens fonctionnaires de divers pays et de diverses organisations (AAFI-AFICS, AFICS New York). Pour ce qui est de la FFOA, le Conseil note qu'elle n'admet comme membres que des retraités, du fait de sa participation comme observateur au Comité des pensions de la FAO. Prenant note de cette diversité qui existe dans les associations, le Conseil estime qu'elle doit être acceptée et que l'on ne peut établir de règle pour association-type.

Au chapitre des pensions, le Conseil écoute les rapports de ses observateurs aux sessions du Comité mixte et regrette que celui-ci n'ait pas accordé son attention au problème frustrant et urgent de l'ajustement des pensions, le renvoyant au Comité permanent. Les représentants de la FAFICS au groupe de travail sur les pensions de la FICSA soulignent les divergences de plus en plus grandes qui se manifestent entre ceux qui vivent dans la zone dollar et ceux qui vivent dans les pays de pays à monnaie forte, tels que la R.F. d'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suisse.

Le Conseil estime que la première tâche de la Fédération est d'obtenir des améliorations pour les personnes actuellement retraitées et surtout pour celles qui le sont depuis longtemps. Il décide de réitérer sa déclaration de principes, adoptée en août 1976 à Genève et de l'insérer dans un aide-mémoire qui sera préparé à l'usage des représentants de la FAFICS à diverses réunions. MM. Guiton (Comité de l'UNESCO), Landau (AFICS-NY) et Stordy (FFOA-Rome) sont chargés de la rédaction de cet aide-mémoire. Celui-ci sera adopté ultérieurement.

En ce qui concerne la représentation des retraités, le Conseil décide que l'on doit continuer à s'efforcer d'obtenir que :

- dans tous les Comités des pensions de chaque organisation, les retraités ne soient pas simplement représentés par des observateurs mais puissent y avoir accès comme électeurs et comme membre élus, sur un pied d'égalité avec les participants, ce qui pourrait finalement leur permettre de devenir membre ou membre adjoint du Comité mixte de la Caisse des pensions ;

- le droit de la Fédération d'avoir un observateur, avec un suppléant, au Comité mixte de la Caisse des pensions ne soit pas simplement reconnu par une mention au procès-verbal des réunions du Comité mais inscrit dans le Règlement intérieur de celui-ci 1.

Le Conseil réélit Paul Blanc comme président pour un nouveau mandat d'un an et procède à l'élection de Jean Guiton comme vice-président et de Charles Lederrey comme secrétaire, tous deux pour un an.

Quatrième année – 1978

Le Conseil tient sa quatrième année à l'Office des Nations Unies à Genève les 20 et 21 juillet 1978. Il note que de nouvelles associations se sont créées à Londres et à Copenhague, respectivement sur une base nationale (britannique pour Londres) et régionale (pays nordiques pour Copenhague). Le Conseil estime que, si ces associations devaient demander leur adhésion à la Fédération, il serait souhaitable, avant de prendre une décision d'en étudier les statuts et, si nécessaire, de leur demander de les harmoniser avec ceux de la Fédération. Il attire notamment leur attention sur son article 2 qui stipule que son objectif est « *de protéger et de représenter les intérêts communs aux Nations Unies et dans les autres organes, notamment en ce qui concerne les questions de pensions* ».

Le Conseil est tout naturellement préoccupé de l'intention que pourraient avoir ces nouvelles associations de faire des déclarations ou de présenter des demandes à la Caisse des pensions sur des questions concernant les pensions ou les ajustements de pension, sujets sur lesquels la FAFICS s'est donnée beaucoup de mal pour harmoniser les points de vue, parfois différents, de ses membres. Le Conseil espère que les nouvelles associations souhaiteront adhérer à la Fédération en respectant ses statuts et ses directives quant à sa représentativité en matière de pensions.

Le Conseil constitue un petit groupe de travail pour examiner certains changements aux statuts. Il les adopte en première lecture à l'unanimité et charge son secrétaire de les faire circuler dès que possible parmi les associations membres en vue de leur discussion à sa session de 1979.

C'est à cette session que le Conseil de la FAFICS commence l'examen d'une proposition de modification de l'article 35 du Règlement de la Caisse des pensions qui concerne la pension de conjoint survivant ; le cas du mariage après la retraite du conjoint décédé est évoqué, une éventualité de plus en plus souvent prise en compte par les systèmes de pension nationaux. C'est la première fois que le Conseil formule des propositions de modification de l'article 35 dont, ultérieurement, il réexaminera maintes et maintes fois les dispositions. Lors de cette réunion, en effet, le Conseil note que le Comité mixte se saisira à sa session suivante du droit à pension des conjoints en cas de divorce : **l'article 35 bis sur la pension de conjoint divorcé survivant commence sa longue gestation.**

La question des politiques de recrutement de leurs membres par les associations adhérentes à la Fédération commence à devenir un sujet de discussion récurrent et provoque parfois des frictions. Des discussions en vue de définir une politique commune aux associations de Genève et de New York sont entamées mais suspendues en raison d'une disparité entre leurs taux de cotisations respectifs, due à la chute de la valeur du dollar par rapport au franc suisse. Toutefois les deux associations finissent par trouver un *modus vivendi* : l'association de New York recrutera ses membres, parmi les listes publiées par la Caisse, dans une zone géographique limitée au continent américain, à l'Australie et à la Papouasie Nouvelle-Guinée tandis que l'association de Genève, sur la base des mêmes listes - que l'association de New York lui envoie après y avoir barré les noms des retraités auxquels elle a écrit - procède à son recrutement dans le reste du monde. La FFOA exprime l'espoir que l'AAFI-AFICS ne recrutera pas de membres parmi les retraités de la FAO.

1 Huit années plus tard, en 1985, le Comité mixte reconnaîtra formellement une délégation de cinq personnes, composée de présidents de diverses associations membres de la Fédération. Et en 1987 le Comité mixte, adoptant les recommandations de son groupe de travail sur "la dimension et la composition du Comité mixte", franchira une étape majeure en introduisant dans son Règlement intérieur les dispositions suivantes :

Parmi les personnes « *habilitées à participer aux sessions du Comité mixte : deux représentants et deux suppléants pour la Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI)* » : Par la suite le nombre des représentants sera porté de deux à quatre. « *(Ces) représentants jouissent des droits accordés aux membres, à l'exception du droit de vote.* » Des dispositions analogues seront prises pour la participation des représentants de la FFAFI au Comité permanent du Comité mixte.

Cinquième année - 1979

Le Conseil se réunit en session extraordinaire (non numérotée) les 28 et 29 juin 1979 à Genève afin de préparer le mandat de Bruce Pringle et Jean-René Rivet, ses deux observateurs à la 25^{ème} session du Comité mixte de la Caisse des pensions, convoqué à Manille du 9 au 20 juillet 1979. Ce mandat couvre les questions inscrites à l'ordre du jour du Comité sur les placements de la Caisse, la rémunération soumise à retenue pour pension, les allocations pour enfants, les augmentations de la pension après 75 ans, le Fonds de secours et la composition du Comité mixte. La Fédération exprime sa satisfaction de ce que le Comité mixte ait décidé d'inviter la FAFICS à envoyer deux observateurs à cette session, mais exprime néanmoins le voeu que cette représentation figure formellement dans les règles de procédure du Comité.

La 5^{ème} session ordinaire du Conseil se tient à Genève les 25 et 26 octobre 1979. Elle est présidée par Jean Guiton. Charles Lederrey en est le secrétaire ; il est chargé d'en écrire le rapport. Jean Guiton, président de la FAFICS et, simultanément, président du Comité des anciens fonctionnaires de l'UNESCO, est venu trois fois à Genève dans l'année écoulée pour le compte de la FAFICS et son association a dépensé 800 dollars pour ces déplacements. Ceci conduit le Conseil à décider que le coût des voyages du président devra être pris en charge par la Fédération. Il décide que les associations adhérentes devront contribuer à un budget commun au taux d'un demi-dollar US par membre individuel pour 1979 et à ce même taux pour 1980. Comme il est difficile de faire des estimations budgétaires précises, les recettes probables étant évaluées à environ 2.000 dollars, il est décidé que ces dernières seront affectées à parts égales aux dépenses du président et à celles du secrétariat. Un trésorier bénévole est nommé en la personne de Mme Emily Vanbraecken, de l'AAFI-AFICS de Genève et le secrétaire se voit confier la responsabilité d'engager les dépenses dans la limite de \$ 100, l'autorisation du président étant requise pour des sommes supérieures à ce montant..

Sous la question de l'ordre du jour intitulée « Défense des intérêts communs », le Conseil remercie ses observateurs pour leurs rapports aux diverses réunions où ils ont représenté la FAFICS, telles que :

- une note de René Petit sur la réunion du Groupe de travail de la Caisse des pensions, tenu à Vienne du 5 au 9 juin 1979 et celle du Comité permanent de la Caisse, à Genève du 10 au 13 juin 1979 ;
- un rapport de Bruce Pringle et René Petit sur la 25^{ème} session du Comité mixte à Manille du 9 au 20 juillet 1979 ;
- un rapport d'Henri Reymond sur la 10^{ème} session de la Commission de la fonction publique internationale, tenue à New York du 13 au 31 août 1979, accompagnés du texte de ses deux interventions devant la Commission.

* * *

Le Conseil continuera à se réunir chaque année et, au cours des années 80, il se réunira aussi occasionnellement en session spéciale, afin de se pencher sur certains problèmes aigus qui touchent les retraités du fait des effets négatifs sur les pensions des variations des taux de change ou de l'inflation. Il y eut ensuite trop de réunions du Conseil pour que l'on puisse les résumer ici même à l'occasion de la commémoration du 35^{ème} anniversaire. Nous avons concentré cet article sur ce qui a été rapporté des cinq premières années de son existence.

Les réunions du Conseil de 1975 à 1979 ont été importantes en ce qu'elles ont marqué les débuts de la vie d'une Fédération structurée. Pendant ces années le Conseil a adopté des positions communes, des directives et des Statuts. Les associations membres découvraient qu'il existait entre elles des divergences, tout particulièrement sur le problème de l'ajustement des pensions et elles faisaient l'apprentissage de la négociation afin de parvenir à des positions communes en vue d'une défense commune. Elles constituaient les premiers observateurs, plus tard "représentants", de la FAFICS auprès du Comité mixte de la Caisse des pensions, de son Comité permanent et de la Commission de la fonction publique internationale. Elles nous ouvert la route, à nous leurs successeurs, au sein d'une Fédération aujourd'hui reconnue comme le seul organe représentant les retraités et les bénéficiaires des organisations du système des Nations Unies au Comité mixte de la Caisse des pensions.

Dans la véritable acception du terme, elles furent des pionniers.

Anders Tholle

Secrétaire de la FAFICS, 2002 – 2010

* * *

HISTORIQUE DES ADHÉSIONS À LA FAFICS

- 1975 Les associations fondatrices sont l'AAFI-AFICS-Genève, l'AFICS-New York et la FFOA-Rome. Le Comité des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (Paris) est représenté à la réunion fondatrice du 26 juillet 1975 par un observateur en la personne de son président, Jean Guiton.
- 1976 Le Conseil, à sa 2^{ème} session, approuve l'admission du Comité des anciens fonctionnaires de l'UNESCO et celle de l'Association of Former United Nations Personnel in India (AFUNPI), cette dernière sous réserve d'éclaircissements concernant certaines dispositions de ses Statuts (voir ci-dessus) et sa composition. L'assurance ayant été donnée que d'anciens fonctionnaires non indiens pouvaient y adhérer, l'adhésion de l'AFUNPI devient définitive la même année.
- 1981 AFICS-Chili
1982 AFPNU-Mexique et BAFUNCS-Royaume Uni
1987 CAFICS/ACAFI-Canada
1988 AFICS-Argentine et UNFPA-New Delhi
1991 AAFICS-Australia
1992 ARICSA-Autriche
1993 FOA-Turin et AFUNO Nouvelle-Zélande
1996 ASOPENUC-Colombie, AFICS-Moscou, AFICS-Sri Lanka et AFICS Uruguay
1999 AFICS-Addis Abéba
2000 AAFIB-Brésil
2001 AFICS-Liban, AMAFINU-Mali et AAFICS-Thaïlande
2002 AFICS-Egypte et APEFONU-Paraguay
2003 AFICS-Burkina Faso, ACAFNU-Congo Brazzaville et AFUNPR-Indonésie
2004 AFICS-Bolivie, APUNG-Grèce et AUNPP-Pakistan
2005 UNAPATA- Tanzanie
2006 ARNUC-Congo-Kinshasa, AEFNU-Equateur, AFICS-Pays-Bas et AEFNUP-Pérou
2007 ACEFUN-Costa Rica, AEFNUC-Cuba et AFICS-Kenya
2008 IAFICS-Israël et IGFICS-Myanmar
2009 AFUNSOB-Bangladesh, AFICS-Philippines et ARICSAM-Cameroun (cette dernière en qualité de membre associé)
2010 AFICS-Maurice, AFICS-MSB (Malaisie, Singapour et Brunei), AFICS-Ukraine et UNPAS-Somalie (cette dernière en qualité de membre associé).

* * *

PRÉSIDENTS DE LA FAFICS

2008 -	Andrés Castellanos
2004 – 2008	Witold Zyss
1999 – 2004	George Saddler
1989 – 1998	Aamir Ali
1985 – 1989	Margaret Bruce
1983 – 1984	Alan Elliot
1979 – 1982	Jean Guiton
1975 – 1979	Paul Blanc



39^{EME} SESSION DU CONSEIL DE LA FAAFI

La 39ème session du Conseil de la Fédération des Associations d'Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI) s'est tenue à Londres dans les locaux rénovés de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) du 8 au 13 juillet 2010. L'Association Britannique des Anciens Fonctionnaires Internationaux (BAFUNCS) en a été l'hôte organisateur.

27 associations étaient présentes ou représentées au Conseil.

La délégation de l'AAFI-AFICS était composée de Katia Chestopalov, Roger Eggleston et Odette Foudral. Au moment où la FAAFI célèbre son 35ème anniversaire, il est réconfortant de voir que cette entité, créée en 1975 par les associations de Genève, New York et Rome, regroupe maintenant presque 50 membres. Le présent Conseil a permis l'admission des Associations de Malaisie- Singapour-Brunei, Maurice, Somalie et Ukraine.

L'ordre du jour très chargé a été géré par le Président de séance, Anton Doeve de FFOA, Rome. Les travaux ont porté principalement sur les questions de pensions et de santé. Une attention toute particulière a été portée à l'ordre du jour de la 57ème réunion du Comité Mixte de la Caisse des Pensions du personnel des Nations Unies (CCPNU), ce qui a permis aux participants d'analyser les propositions faites par le Groupe de Travail sur le Régime des Pensions afin de proposer les priorités à mettre en pratique. L'élimination de la réduction de 0.5%, appliquée au premier ajustement de la pension en rapport avec le coût de la vie, a été clairement et unanimement identifiée comme la première priorité. (Un rapport sur la réunion du Comité Mixte a été publié séparément).

Dans le domaine de la santé, le Conseil a été informé des inquiétudes exprimées par l'assemblée générale de l'AAFI-AFICS Genève de 2010 en ce qui concerne la couverture d'assurance après la retraite (ASHI). Sur ce point, la délégation de l'AAFI-AFICS a présenté une résolution qui a été unanimement adoptée par le Conseil. Le texte est à la page suivante.

Anders Tholle (ancien Président de l'AAFI-AFICS), qui officiait pour la dernière fois en qualité de Secrétaire de la Fédération, a conduit magistralement le processus d'élection des vice-présidents. Parmi les 7 vice-présidents, Genève est représentée par Katia Chestopalov. Notons également la ré-élection d'Andres Castellanos au poste de Président de la Fédération. Jay Sundaresan, de l'AAFI-AFICS Genève, a repris le poste de Secrétaire de la Fédération. En remerciement de l'excellence de son travail et sa constante disponibilité, Anders Tholle a été élu Secrétaire honoraire. Enfin, concernant les postes occupés par l'AAFI-AFICS Genève, Roger Eggleston est nommé coordonnateur des questions de santé pour la Fédération et continuera à représenter la FAAFI à la réunion du Comité Mixte de la CCPNU en 2011.



**RÉSOLUTION SUR L'ASSURANCE MALADIE APRÈS LA CESSATION DE SERVICE
ADOPTÉE PAR LE CONSEIL DE LA FAFICS À SA 39^{ème} SESSION
(Londres, 8 - 13 juillet 2010)**

Le Conseil de la FAAFI, réuni à sa 39^{ème} session (Londres, 8 - 13 juillet 2010) :

Prenant note de la résolution 64/241 sur l'assurance maladie après la cessation de service, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 24 décembre 2009 ;

Rappelant que, dans sa lettre du 28 novembre 2008 adressée au Secrétaire général des Nations Unies en sa qualité de président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, le président de la FAAFI a attiré l'attention, entre autres, sur l'importance de maintenir les dispositions prises par les Organisations en matière d'assurance maladie après la cessation de service ;

Préoccupé par le fait que la demande du Secrétaire général, contenue dans le paragraphe 3 (h) du dispositif de cette résolution, fasse spécifiquement référence aux « implications financières et juridiques qu'aurait, pour les retraités et les fonctionnaires en activité, la modification : i) du champ d'application des plans d'assurance maladie et de la couverture qu'ils offrent ; et ii) du montant des cotisations » ;

Soulignant que les dispositions de l'assurance maladie après la cessation de service sont un élément fondamental des prestations prévues pour attirer et retenir un personnel expatrié efficace et, par conséquent, de maintenir la cohésion de la fonction publique internationale ;

1. *Se déclare* déterminé à faire conserver les systèmes actuels d'assurance maladie après la cessation de service et, dans leur intégrité, les prestations correspondantes pour tous les participants présents et futurs qui y auront droit ;

2. *Exhorte* les Organisations du système des Nations Unies à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la viabilité nécessaire des plans d'assurance maladie après la cessation de service afin qu'ils satisfassent, de façon adéquate, aux droits des retraités et de leurs dépendants ;

3. *Prie* le Bureau de la FAAFI et son Groupe de travail sur l'assurance maladie après la cessation de service de :

- a) suivre de près l'évolution de cette question à l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- b) prendre toutes dispositions jugées nécessaires pour faire connaître ses préoccupations au Secrétariat des Nations Unies et aux administrations du système des Nations Unies ;
- c) prendre, en cas de besoin, les avis juridiques permettant de défendre les droits acquis de ceux qui bénéficient de l'assurance maladie après la cessation de service ;
- d) insister pour que des évaluations actuarielles des plans d'assurance maladie après la cessation de service soient effectuées régulièrement.
- e) mettre à la disposition du Secrétariat des Nations Unies toute aide lui permettant d'incorporer le point de vue des retraités dans le rapport d'ensemble réclamé par l'Assemblée générale pour sa session de 2012 ;
- f) présenter un rapport d'avancement au Conseil de la FAFICS en 2011.



COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS

La réunion du Comité Mixte des pensions s'est tenue à Londres au siège de l'OMI (Organisation Maritime Internationale) du 14 au 23 juillet 2010.

Personne n'est pleinement satisfait du consensus obtenu, reflétant parfaitement la composition tripartite du Comité Mixte de la Caisse de Pension, mais on peut résumer cette session par la remarque de clôture du Secrétaire de la Caisse :

“ On peut faire confiance à la caisse”

Les bonnes nouvelles concernant les investissements et les avoirs en caisse sont là pour étayer cette conclusion.

Au 31 décembre 2009, la valeur du marché des investissements se situe à 36,7 milliards de USD soit une augmentation de 31,1 milliards par rapport à celle du 31 décembre 2008. Lors de la tenue du Comité en juillet, cette valeur atteint environ de 36 milliards USD mais il faut noter l'extrême volatilité des marchés financiers.

Malgré tout il faut noter le commentaire positif du Représentant du Secrétaire Général concernant les Investissements (RSG) qui a indiqué que, pour l'année fiscale se terminant en mars 2010, le montant des investissements avait augmenté de 32.2%.

Les avoirs en caisse restent satisfaisants. Les contributions des actifs pour l'année 2009 ont dépassé d'à peine 10 millions de USD, sur un total de 1,92 milliards, les prestations versées aux retraités.

Comme prévu, les discussions au Comité Mixte ont eu pour toile de fond les résultats de l'étude actuarielle au 31 décembre 2009 qui a montré un déficit de 0.38 % de la rémunération considérée aux fins de pension (PR). Le Comité des Actuaires a signalé que ce résultat n'était pas alarmant si on considère qu'il est dû à la conjonction de l'insertion des tables de mortalité établies par les Nations Unies pour 2007, et à l'impact de la crise financière sur la valeur des investissements.

Néanmoins cela a suffi à décourager toute suggestion d'amélioration des prestations prévues par la Caisse. De ce fait, les propositions du Groupe de Travail ont été gelées jusqu'à ce que la situation financière permette d'y revenir.

Cette situation a été très frustrante pour ceux qui, ayant participé au Groupe de Travail, avaient fait des propositions qu'ils jugeaient positives pour le bon fonctionnement de la Caisse (voir notre Newsletter No 4 de juin 2010).

Parmi les sujets de frustration pour les représentants des retraités figure l'abandon de la modification de l'article 35 bis visant à ramener de 10 à 5 ans la durée de mariage durant laquelle il y a une contribution à la Caisse. L'opposition à cette mesure, déjà exprimée en 2009 par les représentants des administrations, s'est encore confortée cette année. Les représentants de la FAFICS ont eu beau tenté de défendre ce groupe de personnes vulnérables que sont les conjoints divorcés, ils n'ont pu influencer sur la décision.

Roger Eggleston

CERTIFICATS DE DROIT À PRESTATION

La Caisse des Pensions va expédier les certificats de droit à prestation fin octobre 2010. DÈS RÉCEPTION DE VOTRE CERTIFICAT vous devez le retourner signé et daté à la Caisse. Si vous habitez en Europe, vous pouvez adresser votre certificat au bureau de la Caisse à Genève : CCPNU, PALAIS DES NATIONS, CH-1211 GENÈVE 10, d'où il sera expédié à New York.

PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE MODERNE

J'ai un ami très proche; difficile de l'être davantage. Nous allions ensemble à l'école ; nous étions dans le même bâtiment ; nous dormions dans le même dortoir ; nous étudions dans la même classe ; nous faisons les mêmes randonnées dans l'Himalaya ; nous passons nos vacances l'un chez l'autre. Nous étions jeunes ...

Des années plus tard, sa femme et lui vinrent passer quelques jours avec nous à Genève. J'allai les chercher à l'aéroport et les ramenai à la maison. Il commença à tourner dans l'appartement (qu'il connaissait déjà de séjours antérieurs) ; au passage je mentionnai que le lave-vaisselle était *kaput* et que j'avais malheureusement bien du mal à trouver un réparateur.

Aussitôt il tira un tournevis de la poche arrière de son pantalon (voyageait-il toujours avec un tournevis dans cette poche-là ? Comment diable faisait-il pour s'asseoir ?). En un clin d'œil la porte était démontée et exhibait ses entrailles. *Ah oui, je vois*, murmura-t-il en commençant à farfouiller avec son tournevis. Quelques minutes plus tard, il revissait la porte. *C'est OK maintenant; c'était presque rien. T'as rien d'autre ?* Il avait vraiment l'air d'aimer s'occuper de machines détraquées.

Il s'occupa ainsi de quelques autres bricoles dans la maison ; remit en place un tableau tombé ; répara un robinet qui fuyait, graissa une porte qui couinait quand on l'ouvrait ; remplaça une ampoule qui ne s'allumait plus. ...

Bien entendu je lui en fus immensément reconnaissant mais une question me trottait dans la tête : comment pouvait-il, si facilement, faire ces réparations alors que je n'avais pas été fichu de m'en charger depuis des mois ?

Pour couronner le tout, je dus subir sa remarque lorsque, le jour suivant, alors que nous roulions sur l'autoroute vers le Valais, je lui montrai l'endroit où ma voiture était tombée en panne quelques mois auparavant au milieu de la nuit : *j'ai dû galoper au moins un quart d'heure dans mes chaussures neuves trop serrées avant d'atteindre un téléphone de secours et je suis aperçu en repassant la fois suivante que si je m'étais dirigé dans le sens inverse, j'en aurais trouvé un au bout de cinq minutes.*

Pourquoi n'as-tu pas regardé les flèches sur les poteaux ? me demanda-t-il. C'est ainsi que j'appris que les poteaux qui bordent l'autoroute portent de petites flèches qui indiquent dans quel sens se diriger pour trouver le téléphone le plus proche.

J'avais vécu dans une Suisse ultra moderne pendant cinquante ans sans en avoir la moindre idée, alors que lui, qui habitait Dehra Dun, petite ville des contreforts de l'Himalaya, était au courant de tout cela. Comment ?

Connaître les choses de la vie ne dépend pas seulement du fait d'avoir reçu une formation scientifique. Lorsque mes parents ont commencé à vieillir et à ne plus pouvoir lire sans difficulté, nous (c'est-à-dire, ma sœur, mon frère et moi) leur avons offert un poste de télévision. En ces temps anciens, il n'y avait que le noir et blanc et il s'agissait d'un appareil muni d'un minimum de boutons et de prises. Pourtant, ils arrivaient difficilement à l'allumer et, invariablement, tombaient sur la mauvaise chaîne. Moi-même, je connais les mêmes mésaventures, aussi, puis-je comprendre ce qu'ils devaient ressentir.

En revanche, les domestiques - qui étaient tous illettrés et n'avaient jamais été à l'école, qu'elle fut technique, scientifique ou littéraire - non seulement savaient parfaitement faire marcher la télévision, mais également repérer les horaires des films les plus passionnants. Comment ?

Quelle que soit la façon dont vous examinez le problème, il demeure un mystère. Et le mystère continue à s'épaissir ; encore plus dans l'environnement électronique qui nous enveloppe tous, qu'on le veuille ou non. Il m'est facile de vivre heureux au quotidien sans rien comprendre à la physique nucléaire ; mais est impossible, de nos jours, de traverser la vie sans un minimum de compréhension de tous les gadgets de la vie moderne. Les actes les plus simples - aller à la banque, acheter un ticket de bus, poster une lettre, donner un coup de téléphone, se servir d'une machine à café, regarder la télévision, écouter une cassette ou passer un DVD - exigent une certaine maîtrise des machines.

La vie prend des cheminements mystérieux.

Nous avons réussi à en accélérer les moteurs pour atteindre des vitesses vertigineuses. Gagner du temps est devenu aujourd'hui l'essentiel.

Alors pourquoi n'avons-nous jamais été autant bousculés ?

Nous avons réalisé des merveilles pour faire accomplir par des machines les choses banales de l'existence et nous soulager des contraintes et de la tension nerveuse.

Alors pourquoi n'avons-nous jamais été aussi fatigués et stressés qu'aujourd'hui ?

Oui, la vie prend des cheminements mystérieux.

Aamir Ali



HUMOUR

BANQUIER

Homme qui te prête un parapluie lorsqu'il fait beau et qui te le reprend lorsqu'il commence à pleuvoir (Mark Twain).

CONSULTANT

Spécialiste qui retire ta montre de ton poignet, te donne l'heure et te fait payer le service.

ÉCONOMISTE

Expert qui sera capable de dire demain pourquoi ce qu'il a prédit hier n'est pas arrivé aujourd'hui.

ÉPARGNE

Argent que l'on met de côté afin de l'avoir devant soi et assurer ainsi ses arrières.

PARLEMENT

Mot étrange formé de deux verbes : "parler" et "mentir".



EDITORIAL

I am somewhat conflicted about the relative merits of looking forward and looking back. (I am almost equally conflicted about the use of "conflicted", but I think the word may best get across the dilemma I am facing)

We must look forward but we cannot forget the past. As some great philosopher must have said – it all depends on the context....

How sad, we say, when we encounter those who dwell on the "glories" of the past; in any case summers were not all that perfect 60 years ago – it was simply that I was young. And I am equally wary of those who debunk history and experience and live wholly in the present, forever inventing a "new and improved" wheel for future generations!

Edmund Burke, in his Reflections on the Revolution in France, neatly describes my concern:

"People will not look forward to posterity, who never look back to their ancestors"

Well in a bid to start the process of thinking about the future of our Association, we are concentrating in this issue of the Bulletin on the achievements of our ancestors in AAFI-AFICS and in FAFICS. We are celebrating the 70th anniversary of AAFI-AFICS and the 35th anniversary of FAFICS – the federation of afics's.

And we are in good hands. We have contributions from two former Chairpersons of AAFI-AFICS who were also, at a certain moment, Chairperson and Secretary of FAFICS, to wit Aamir (Ali) and Anders (Tholle).

And far from being dusty recollections, their memories inspire us all to think about the future of our Association and to build on the past. We have begun a discussion in our Committee, which will continue in November, on further ways to strengthen the relations between AAFI-AFICS and the sister retiree associations in individual organisations.

What is more, we have decided to reframe the theme of our 2010 Information Seminar on wills and successions - into a leitmotif.....especially for those about to retire... and to preface our interventions in pre-retirement seminars and elsewhere with the slogan: "THINK ABOUT YOUR FUTURE – JOIN AAFI-AFICS"

Roger Eggleston



CELEBRATING 70 YEARS OF AAFI-AFICS

THREE SCORE AND TEN

When we were preparing for our 60th anniversary in 2000, kind friends told us we must be mistaken. *Why*, they said, *the UN is only 45 years old so how can a retirees association have reached 60?*

We could and we did. I'll tell you how.

But first let me tell you why we re marking this 70th anniversary. It is not as glamorous as a 50th or 75th, but it is the biblical age of three score and ten. It is also the 35th anniversary of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS), exactly half our age.

Anyway, anniversaries are always useful because they force us to look before and after, to review the past and peep into the future – keeping in mind Sam Goldwyn's dictum: "Predictions are very difficult especially about the future."

As I am four score and seven years old, well past my allotted span, it would be presumptuous to talk about the future; I must therefore confine myself to the past.

Amicale des anciens du BIT

It was World War II that was midwife to our Association. In 1940, the League and its subsidiary the ILO, found themselves surrounded by the Axis powers; it was obvious that they could not function in any normal fashion. And of course their income plummeted. Ergo, a large number of officials were terminated or suspended and Geneva suddenly found itself with a sizable population of 'former' officials, many without residence permits, without jobs, with small pensions and with Pension and Health Insurance Funds whose future seemed shaky.

There was more cohesion among the former officials of the ILO than those of the League: the numbers were smaller and it was more like a family; it had had a charismatic leader in Albert Thomas who was admired by all the staff; it had a dynamic Staff Union. Efforts by former League officials to form their own *Amicale* petered out.

Former ILO staff met on 19 July 1940 to adopt the Statutes of an *Amicale des Anciens Fonctionnaires du BIT*; this was the beginning. The Staff Union donated Frs.500 as seed money; the membership fee was Frs.6 per year, to be paid in two instalments. Their immediate preoccupations were jobs, residence permits, taxes, pensions and health insurance. The old Pension Fund permitted an official to take out all his benefits in one lump sum and many – looking at the uncertainties of war-time life - did so. Too often this proved disastrous. This was an important factor in guiding those who set up the UNJSPF in 1946.

Not the least active of the six Committees established was that dealing with sports and leisure time activities. The Salève was the cradle of Genevese rock climbers, *les varappeurs*; it was also a favourite place for picnics and weekend outings. It was suddenly discovered with dismay that it was not a Genevese mountain after all but French, and the border was closed. How foolish the leaders of the Republic of Geneva had been at the Congress of Vienna in 1814 not to have included the Salève within its boundaries!

A secretariat was open for two hours in the evenings; meetings were held in the *Brasserie Moderne*; a Bulletin was launched. Within a year, the membership was well over 200. The most vigorous member was Jean Desplanque, Legal Adviser and a member of the Committee; not only was he the tiger in the tank but he helped with a great many individual problems. If our Association had a Roll of Honour, his name would head the list.

In 1955, the *Amicale* underwent a major transformation and a very healthy one. At the suggestion of the Federation of International Civil Servants' Associations (FICSA), it mutated into the Association of Former International Civil Servants (AAFI-AFICS). There were now several Specialized Agencies and autonomous Programmes; the 'new' Association was open to **all** former officials of the UN System; its membership was world wide.

A second major change came 20 years later as the number of UN retirees grew and Associations were established in New York, Rome, Paris and gradually in some 40 other locations. When the New York Association was established, in 1970, it bridled at the suggestion made by our Association that it should be a Chapter of AAFI-AFICS rather than a separate body. Our Chairman was Paul Blanc: he discussed the question with his NY colleagues and they agreed that they should establish a Federation. Looking back with the wisdom of hindsight, I think it was by far the wisest solution. The Federation has grown in strength; it has established its position on the Pension Board; it is celebrating its 35th anniversary this year, with gusto.

It is not without interest to note that the two main negotiators, Paul Blanc and Henri Reymond, were both Genevese and imbued with *L'Esprit de Genève*. We should add their names to our imaginary Roll of Honour.

When I joined the AAFI-AFICS Committee in 1986, Sven Grabe – a one-man powerhouse – was not only dedicated to the work of our Association but a leading member of the FAFICS Council. Molly Bruce was Chairwoman of FAFICS. It was Sven who selected the items on the agenda of the Pension Board that were of interest to former officials; it was he who made summaries of the documents and drafted the statements to be made.

Sven and I had sat together on the Pension Board for many years; he represented ILO participants and I represented the ILO Executive Head. Sven took me along to FAFICS meetings as he thought that when Molly Bruce retired as Chairwoman, someone from Geneva should take her place. And so it was that I found myself Chairman of FAFICS.

Sven Grabe's predecessor as Chairman had stayed on rather longer than appropriate; no doubt this inspired Sven to declare that he would quit at 75. Many people make such declarations, few stick to them. Sven stuck to his. In October 1993, he declared he had reached 75 and would quit. I was Vice-Chairman and was worried as the days passed and Sven did nothing about his succession. He said the Committee had known the date of his retirement for years; it was for them to select his successor,

I invited members of the Committee (minus Sven) to an informal meeting to discuss firstly the farewell to be given to Sven; and secondly his succession. The farewell lunch and allied matters were quickly agreed to; the second question was more difficult. No one was willing to take on the task and at the end I found I was Chairman.

I confess that I was not eager; I felt that as I was Chairman of FAFICS, I had enough on my plate. When it became obvious that I would have to ho to agree, will I or nill I, I sternly made a condition: it should not be for more than two years.

This condition turned out to be much ado about nothing. Let me confess that I enjoyed the experience of being Chairman from the moment I started: I enjoyed the correspondence; I enjoyed the Bulletin; I enjoyed the lunches; I enjoyed dealing with individual problems; I even began to appreciate the computer. I would have been upset, very upset indeed, if my colleagues had held me to my declared intent à la Sven and replaced me after two years.

By the way, Sven was another obvious candidate for our imaginary Roll of Honour.

There were three important changes taking place in the life of our Association. The first was the computer and e-mail. Heinz Harder was our most advanced computer expert and he had a hard job goading and guiding us into the electronic age. Incidentally, though I had worked for 10 years with Heinz before we both retired, it was working together after retirement that brought us really close. His untimely death was a severe blow to me personally and to our Association.

The second was the growing importance of FAFICS in our lives and the increasing influence of overseas members and groups. Associations were being formed but often they were small; in pension matters AAFI-AFICS was sometimes in a position to help. It had members well versed in pension matters and who had had first hand experience of the Pension Board; it could follow developments in the Fund; it had an excellent relationship with the UNJSPF Office in Geneva.

The third was the establishment of Organization-based associations. This was a problem unique to Geneva. While AFICS's were usually set up in locations where a UN System Organization had its headquarters – NY, Paris, Rome, Paris, Montreal and so on – Geneva was host to seven Organizations and four autonomous Programmes. It was the ILO that first established a Section of Former Officials under the auspices of the Staff Union. Then came the former staff association of the WHO; then the ITU, the WTO, the ITC, the WMO.

What should be their relationship with AAFI-AFICS? with FAFICS? It was only natural that colleagues who had worked together should come together through an association of their own, it was important that the FAFICS concept of solidarity among **all** former international civil servants of the UN System should remain fundamental. For pension questions, which formed a major preoccupation of retired officials and the AFICS's, it was important that all former officials should work together. The Pension Fund did not differentiate among retirees on the basis of their Organizations; a pensioner was a pensioner.

It was this solidarity that had been the basis of FAFICS's achievements in the Pension Board and that had given force to its voice.

The trick then must be to have associations for individual Organizations but a United Association of **all** former officials for vital questions such as pensions, and on occasion dealing with the Geneva authorities. I hope that many years of discussions – sometimes acrimonious - have led to a *modus vivendi* which is in the best interests of the whole community of former officials. The Organization-based associations function in their own sphere; they can attend FAFICS meetings if they wish as part of the AAFI-AFICS delegation; the unity of all former officials is maintained.

Let's say that *L'Esprit de Genève* had triumphed. And let's add that *Esprit* to our Roll of Honour.

The two years that I intended to spend as Chairman stretched to seven. I was grateful for the opportunity given to me to do something that I enjoyed and that gave the satisfaction of being useful – I hope – to the community as a whole.

Aamir Ali

Recalling other anniversaries

Just to remind all our readers that we have copies available of the Commemorative Report published in December 2009 on the 90th Anniversary of the Founding of the International Civil Service.

Please contact us by e-mail or by letter to ask for a copy and let us know whether you want a copy in English or in French.



FAFICS CELEBRATES 35 YEARS

On 26 July 2010 the Council of the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) will reach 35 years of its structured existence, marking 35 years of substantial growth for the Federation, both in the number of member associations and in responsibilities for the growing mass of retirees and beneficiaries of the United Nations Joint Staff Pension Fund.

THE FIRST COUNCIL MEETING

On this day, Saturday, 26 July 1975, the representatives of three retiree associations, Mr. Emmanuel Abensour of the Association of Former FAO Officials (FFOA), Rome, Mr. Patrick Home, of the Association of Former International Civil Servants (AAFI/AFICS), Geneva, Mr. Henri Reymond of the Association of Former International Civil Servants (AFICS-New York) met in a Conference Room in the Palais des Nations in Geneva.

A representative of the Committee of Former Officials (CAF) of the UNESCO Staff Association was present in the person of Mr Jean Guiton, who explained that, as the Committee had no status independent of that Association, he could only act as an Observer.

The meeting was welcomed by Mr Jean-René Rivet, Vice-Chairman of AAFI/AFICS Geneva, who excused himself from attending since, as an Observer on behalf of FAFICS, he was required to attend a meeting of the UN Joint Staff Pension Board, which was held in another Conference Room in the Palais des Nations.

The meeting unanimously elected Mr Paul Blanc (Chairman of AAFI/AFICS-Geneva) as Chairman of the Council, with a mandate to run till the end of the next meeting of the Council, when it might be renewed.

The meeting thereafter proceeded to update the original Statutes of the Federation. For yes, indeed, there was already a set of statutes which had been agreed by consultations and meetings between the three founding associations, FFOA-Rome, AAFI/AFICS-Geneva and AFICS-New York, prior to 26 July 1975. It has been possible, particularly by consulting records and Bulletins from the AAFI/AFICS office in Geneva, to find evidence of collaboration between associations, the intention to create a Federation and giving it some Statutes, during the years 1970-1974. These pioneer developments merit a special mention in a following chapter.

The Council adopted some changes to the existing Statutes, one of which was to delete provision and references to a previously envisaged Executive Committee, because such an organ would merely duplicate the Council. It also decided that the date for the count of members of the Federation should be changed from 31 December to 1 January. The Council thereafter continued to deal with other items on its agenda, such as the need and usefulness for a systematic exchange of information, and reports from the current session of the Pension Board. A suggestion by Mr. Reymond to carry out a study of providing pensioners with regular representative status on the Board was accepted with warm expressions of support. The meeting also touched on membership recruitment procedures, After-Service Health Insurance and Identity cards for retired staff. It decided that, since the Headquarters of the Federation was in Geneva, any necessary secretarial work should normally be performed in Geneva.

THE PIONEER ASSOCIATIONS

Prior to the historic day of 26 July 1975, there had been contacts and cooperation between the three founding associations and the idea of a federation was already in the air from around 1970. It required that there should be somebody to federate with, and there were actually three associations, one in Geneva, another in New York and a third one in Rome.

GENEVA

The first and the oldest of them, AAFI-AFICS, the history of which goes back to the early days of World War II, was founded in June 1940 by a group of former ILO officials who felt a need to organize themselves after they had been given the choice of either to be suspended or to be terminated. The ILO office in Geneva had been shut down and a small group of staff members had relocated to Montreal to maintain a skeleton organization. The staff remaining in Geneva created an association called the *Amicale*. In 1941 a sister

association of former officials of the then defunct League of Nations was established, but it soon merged with the Amicale. In 1943 that association had 223 members, of whom 44 were living outside Switzerland. Following the establishment of the United Nations and the transfer of the League of Nations headquarters, the Palais des Nations, to become the seat of the UN's European Office, other UN agencies established themselves in Geneva. There was a UN Joint Staff Pension Fund created, to which the UN system agencies affiliated themselves. And the need for an all-embracing pensioner association led to the old Amicale transforming itself, at first into the *Amicale des anciens Fonctionnaires Internationaux* in 1955. Following the continuous growth of new specialized UN agencies, the Amicale transformed itself into the *Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux/ Association of Former International Civil Servants (AAFI/AFICS)*, and to open itself to all former international civil servants.

NEW YORK

AFICS-New York was created in 1970. The initiative for its founding came from three individuals who had all been actively involved with pension matters, Alfred Landau, who was still a serving staff member and participants' representative on the UN Joint Staff Pension Board, Frank Weisl, who as Assistant Director General of FAO, had been an active member of the Pension Board and Henri Reymond, who had represented the ILO Executive Head on the Standing Committee of the Pension Board and was already a member of AAFI/AFICS in Geneva. Alfred Landau had noted that governments, executive heads and serving staff were all represented on the UN Joint Staff Pension Board, but the pensioners themselves had no voice. He wrote to his colleagues Frank Weisl and Henri Reymond and addressed the UN Headquarters Staff Council on an idea of creating an association in New York similar to that existing in Geneva (which was known at the time by its acronym AAFI). His colleagues agreed with his view that the establishment of a similar organization in New York might be helpful in establishing a firmer basis for the representation of pensioners at the Pension Board. Together they drew up a list of 20 signatories for an appeal addressed to all pensioners in the USA and Canada. They received 200 replies, organized the drawing up of provisional bylaws whereby a constituent Assembly was convened on 10 June 1970.

ROME

The "Former FAO Officials Association" (FFOA) was created in 1971 by a group of pensioners of the "Food and Agriculture Organization" [FAO] who had obtained the concurrence of the then Director-General of FAO, Dr. Addeke Boerma. At the time of its creation, the only UN retirees in Rome were those of FAO and the "World Food Programme" [WFP] which had been created in 1962. However, with the subsequent creation, in 1978, of the "International Fund for Agricultural Development" [IFAD], and the fact that retirees of other UN Organisations who had settled in Rome and Italy had meanwhile joined the Association, the need was felt to reflect the growing number of retirees from those different UN Organizations in a change of its name. The first Referendum, held in June 1996, wished to retain the acronym while changing the name of the Association to the "Former FAO and Other UN Staff Association", as it is known at present. The main objectives of the Association, *inter-alia* are: to represent retired UN staff who receive or are entitled to receive a benefit from the United Nations Joint Staff Pension Fund, on all matters of interest to them in relation to FAO, WFP, IFAD, the UNJSPF or any other entity taking decisions affecting them.

In early 1971 the founder of FFOA and the first Chairman of its Steering Committee was Mr Emmanuel S. Abensour and the Vice-Chairman was Mr A.L. Amato. Among the members of FFOA there was also Mr John Stordy who would become the second Chairman of its Steering Committee.

In the FFOA Circular Letter No.1 dated August 1971, the FFOA representative to the XVIth session of the UNJSPB, Mr E. S. Abensour, held in Geneva on July 1971 reported the following: "*the existing associations of former international civil servants of the UN family (Geneva, New York and Rome) are considering establishing a Federation, open to similar future Associations, in order to devise a common policy for priority in pension improvements and to appoint the observer and alternate observer at Board's sessions*".

In the FFOA Circular Letter No. 2 dated January 1972 the Chairman of FFOA informed its members of the constitution of the Federation of Associations of Former International Civil Servants with Headquarters in Geneva. The Executive Committee was composed of M. P. Blanc, President of the Geneva Association, Mr. F Weisl, President of the New York Association and Mr E. S. Abensour Chairman of FFOA, Rome. The three co-founders associations were then consulting each other with a view to adopting a common line of action for the maintenance and the improvement of the purchasing power of their pensions.

Wide echo was given to the above announcement. The latter was also published in the "FAO House News" the official organ published by FAO and addressed to its staff. The article specified that: the purpose of the Federation was *to exchange* information on questions of common interest, *to coordinate* activities and *to protect and represent* common interests in the UN organization. The Federation would act through a Council and Executive Committee. The Executive Committee was composed of the Chairmen of the member Associations. The Committee members at that time were: F. Weisl (AFICS, New York), P. Blanc (AAFI, Geneva), E.S. Abensour (FFOA, Rome).

[The section on Rome was prepared by Sabatino Salvi, Archivist of FFOA]

THE FIRST FEDERATION

A first Federation of Associations of Former International Civil Servants appeared on the scene early in 1971. There are no records in the FAFICS offices in Geneva on its activities, but it has been possible to learn about this mini-federation by scanning old Bulletins and records of AAFI-AFICS from those days.

Angela Butler, who served as the FAFICS Executive Secretary from 1982 to 1995, described in an article for an AAFI-AFICS anniversary Bulletin in October 2000 developments in the early seventies, mentioning that foresighted officials and former officials who had become active in organizing retiree associations soon realised that an "umbrella structure" was needed. The need was becoming even more apparent because of the large numbers of UN/ILO/WHO/UNDP staff who served their organisations in the field, rarely came to headquarters except for briefing and debriefing, and when they retired, they tended to take up residence in an ever wider range of countries.

The three associations existing in 1971 decided that some kind of federation was necessary, particularly because of the need to introduce the voice of the pensioners in the UN Joint Staff Pension Fund. In this pre-electronic age, they communicated between each other by correspondence, telephone, telegraphic messages and telex. Henri Reymond of AFICS-New York and Emmanuel Abensour of the FFOA would visit Geneva and Paul Blanc of AAFI-AFICS would come to New York for consultations.

As a result of these efforts, the Pension Board accepted to hear a representative of the three associations. So it was on 23 July 1971, that Paul Blanc made a first statement on behalf of pensioner associations to the UN Joint Staff Pension Board, announcing the decision taken by the three Associations of Former International Civil Servants, namely those of Geneva, New York and Rome, to set up a Federation with its headquarters in Geneva. In the future, it would be the Federation that would appoint observers to meetings of the Pension Board. A copy of Mr Blanc's statement, translated from French, can be found in annex 1.

There had been some initial disagreement over how this federated structure should be organized. The AAFI/AFICS-Geneva association preferred that it should be a global extension of its existing structure with chapters made up of the existing other two associations in Rome and New York, which could gradually grow with the creation of other new associations. AFICS-New York held that it should be a Federation made up of independent retiree associations. In contacts between AFICS-New York's President Henri Reymond, who also happened to be a member of AAFI/AFICS, and the AAFI/AFICS President Paul Blanc, a common ground was found whereby a Federation of Associations of Former International Civil Servants, with its headquarters in Geneva, should be formed. This common ground was also agreed by the FFOA in Rome and supported by the Committee of Former UNESCO Staff Members in Paris. The Chairman of FFOA-Rome, Emmanuel Abensour, volunteered to draft a set of Statutes for the new Federation.

It was so that the real birth of FAFICS took place, some time late in 1971 or early in 1972 (regrettably a record of some date for this event has not yet been unearthed), with the adoption of the following solemn declaration (quoted from the spring edition "Bulletin" of AAFI/AFICS in 1972):

"The Association of Former International Civil Servants (AFICS-AAFI), with headquarters in Geneva, the Association of Former International Civil Servants, New York (for residents in the Americas) and the Association of Former FAO Officials (FFOA), Rome, have formed the Federation of Associations of Former International Civil Servants, en français la Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux (FAFICS-FAAFI), with headquarters in Geneva at the address of the AFICS-AAFI. The purpose of the Federation is to exchange information on questions of common interest, to co-ordinate the activities of the three Associations and to protect and represent common interests in the UN organisation, especially those dealing with pension matters. The Federation acts through a Council and an Executive

Committee composed of the Chairmen of the member Associations, at present P. Blanc in Geneva, F. Weisl in New York and E.S Abensour in Rome”.

The new Statutes were adopted, together with the above declaration.

Representatives of the two associations based in Europe would visit with each other and travel to New York for consultations with AFICS-NY and the Pension Fund Secretariat. Officers of AFICS-New York would reciprocate with visits to Geneva and Rome. During the years 1972-1974 the three associations coordinated the protection and representation of common interests and organized exchanges of information. They would seek access in an observer capacity to meetings of the Pension Board and its Standing Committee in the different headquarters cities of the UN common system. The Pension Board would agree to their requested attendance at meetings on an ad hoc basis, the observers would address the Board and make representations on pension issues and related problems, including the problem of their representative status on the Board.

As there was no FAFICS Secretariat in those days, there are unfortunately no FAFICS records of the activities of this three-association-Federation.

The first year - the first Council session on 26 July 1975

It was down to business immediately for the new Federation. As mentioned in the description of the first Council meeting on 26 July 1975, the Vice-Chairman of AAFI/AFICS, Jean-René Rivet, who had welcomed the representatives from other associations, was already on duty elsewhere in Geneva as an observer representing FAFICS at a meeting of the Pension Board.

The second year - 1976

At the second meeting of the FAFICS Council, held in Geneva on 27 August 1976, the Council was concerned with resolutions on pension adjustment adopted by some associations, which were at variance with positions taken by other member associations. The background for these developments was an increasing tension between associations depending on how their members were being affected by the end of the era when the US dollar was having fixed exchange rates with other currencies. The meeting felt that an attempt should be made to prepare a statement of principles, which could serve as common ground for all member associations. At the request of the meeting, Messrs. Masson and Rivet, both of AAFI/AFICS, and Mr Reymond, of AFICS-New York, prepared a common text, which was adopted by the Council and would be sent to all the member associations for comments. The common text includes the following details:

“The Council of FAFICS, considering the various resolutions on pensions adopted by its member associations, believes differences between them might be prejudicial to a united effort, states:

- (a) The purchasing power of the pension must be maintained at all times, whatever variations may take place in the cost of living or in exchange rates;
- (b) Pensions should at all times possess a substantially equivalent purchasing power in all the countries of pensioner residence;
- (c) Any system of adjustment of pensions should ensure the application of those principles, not only to future pensions, but also to pensions in course of payment.

Moreover, taking a long view, the Council believes that the logical, equitable and durable solution would be to adjust pensions in accordance with the salaries of officials of the United Nations system serving in the pensioner’s country of residence”.

At this meeting the Council also considered the admission of new member associations, namely the Committee of Former UNESCO Officials (which at that time was a committee of the UNESCO staff association), had formally asked to become a full member of the Federation. The Council gladly accepted the application.

A request for possible membership had also been received from the Association of Former United Nations Personnel of India (Bangalore). This application was also gladly approved by the Council, providing that sufficient information was received concerning the Statutes and membership of the association. The Council requested that the association should submit copies of their own Statutes and state that they accepted the Statutes of the Federation. Following the receipt of the association’s Statutes, the FAFICS President, Paul Blanc, inquired with the Honorary Secretary of the Association, Mr C.P. Bhimaya, regarding an article in the Statutes limiting admission of new members to applicants of Indian nationality, following which the

association agreed to open their membership to prospective members of non-Indian nationality. Their application for membership of FAFICS was thereafter confirmed.

The third year - 1977

The Council held its third annual meeting at UNESCO in Paris on 13-14 October 1977, received a brief written report from its Chairman, Paul Blanc. He mentioned that the Association of Former United Nations Personnel in India (AFUNPI-Bangalore) had been admitted as a member of the Federation. He also mentioned that FAFICS had been present at the 23rd session of the Pension Board with Frank Weisl (AFICS-New York) as observer and Jean-René Rivet as alternate observer and that Rivet had participated as an observer at the 23rd session of the Pension Board in Nairobi from 18 to 29 July 1977.

The Council session was presided over by Paul Blanc and Charles Lederrey (AAFI/AFICS) was appointed Secretary of the meeting in order to prepare draft minutes of decisions taken, to be submitted in English and in French for the observations of the delegates. The Council re-affirmed its statement on pensions adopted at the last meeting. It took note of the admission of a fifth member, AFUNPI, and of the fact that it had agreed to FAFICS' request that it should not limit its membership to former officials of Indian nationality, but should be open to all former officials of the UN system living in India.

The Council reviewed information regarding the possible formation of new associations in Vienna and the United Kingdom. As for the characteristics of member associations, it noted that there was a great variety of systems, some associations admitting only "retirees" (FFOA), others "former staff" (AAFI/AFICS, AFICS-New York and the UNESCO Committee), also "serving staff" (AAFI/AFICS), people having a minimum of 5 years service (AFICS-New York), 3 years service (AAFI/AFICS). It also noticed that there were territorial limitations (AFUNPI) "residents in India", organizational limitations (UNESCO) or accepting former staff in various countries from various organizations (AAFI/AFICS, AFICS-New York). So far as the FFOA was concerned, the Council noted that it accepts only retirees as members because it has observer status at the FAO Committee on Pensions. Noting that there existed different varieties of membership among its member associations, the Council considered that this variety should be accepted and no blue-print should be made for a model Association.

On pensions the Council heard reports from its observers at the Pension Board sessions and regretted that the Board had not given attention to the vexing and urgent question of the adjustment of pensions, referring it to the Standing Committee. FAFICS representatives at a FICSA Working Party on Pensions reported that the disagreement between the views of those living in the dollar zone and those living in countries with strong currencies (France, Federal Republic of Germany, the Netherlands, and Switzerland) had become more evident than ever.

The Council considered that the primary task of the Federation was to try to obtain improvements for present retirees and especially those who had been retired a long time. It agreed to reaffirm the principles adopted in August 1976 in Geneva and to insert them in a set of guidelines for the Federation's delegates in meetings where they are representing FAFICS. It tasked Messrs Guiton (UNESCO Committee), Landau (AFICS-New York) and Stordy (FFOA) with the preparation of such guidelines. It subsequently adopted them.

With regard to representation of retirees, the Council decided that efforts should be continued to ensure that:

- In all organizational pension committees retirees should not be represented merely by observers, but should be electors and eligible for election on the same footing as participants, which might permit their eventually becoming members, or deputy members, of the Joint Staff Pension Board;
- The right of the Federation to have an observer, with an alternate, should be assured and no longer only recognized by an entry in the minutes of the meetings of the Joint Staff Pension Board, but should be stated in its administrative rules¹.

¹ Eight years later, in 1985, the Pension Board formally recognised a five-person delegation made up of the Presidents of different member associations of the Federation. In 1987, the Pension Board adopted a recommendation made by a working group on "size and composition of the Pension Board" which put FAFICS representation on a firm footing. The decision gave FAFICS the right to have two representatives and two alternates at each Board session. The number of representatives was later increased to four. These representatives have all rights accorded to all other members, except the right to vote. FAFICS has similar rights in the Standing Committee of the Board.

The Council re-elected its President Paul Blanc for another year, elected Jean Guiton as Vice-President and Charles Lederrey as Secretary, both for one year.

The fourth year - 1978

At its fourth meeting, held at the United Nations Office in Geneva on 20-21 July 1978, the Council noted that new associations had been founded in London and Copenhagen, with membership based on national (British) or regional (Copenhagen, encompassing the Nordic countries) considerations. The Council considered that if these associations were to apply for membership, it would be desirable, before taking a decision, to study their statutes and to request them, where appropriate, to bring these into line with those of the Federation and especially to draw attention to article 2 of the FAFICS statutes, which reads "to protect and represent common interests in the United Nations and other organs, notably in those dealing with pensions matters."

The Council was naturally concerned that, should new associations begin to express themselves and make representations to the Pension Fund on matters regarding pensions and the adjustment of pensions, over which FAFICS had worked hard to harmonize the sometimes different views of member associations, so the Council hoped that new associations would apply for membership in full respect of the FAFICS statutes and guidelines for representation on pensions.

The Council established a small working group to study proposals for certain changes of the Federation's statutes. It adopted these changes unanimously and instructed the Secretary to circulate them to member associations as soon as possible for discussion by the Council at its 1979 session.

It was at this session the FAFICS Council began studying a proposal for changing the Pension Fund's Regulations' article 35 with respect to equitable survivors' pensions to spouses, even when marriage took place after retirement of the deceased spouse, an entitlement that was more and more being provided in national pension systems. This was the first time that the Council would make proposals for changes in article 35, an article that the Council would revisit again and again in the coming years. In fact, this Council session noted that the loss, in case of divorce, of the spouse's right to a pension, would figure on the agenda of the next session of the Pension Board: article 35 bis on the divorced surviving spouse's benefit began its long history.

The question of the recruitment policies of member associations was becoming a recurrent item which could sometimes cause friction. Tentative approaches for a common recruitment policy between AAFI-AFICS and AFICS-New York had been examined but were put in abeyance because of the fall in value of the US dollar in relation to the Swiss franc. However, these two associations had agreed a *modus vivendi*, whereby the New York association would recruit its members from the lists published by the Fund, within the geographical confines of the American continents, Australia, New Zealand and Papua-New Guinea, while the Geneva association, working from the same lists, which the New York association sends them after crossing out the names of the retirees they have written to, proceeds with recruitment among retirees living in the rest of the world. FFAO expressed the hope that the Geneva association would not recruit members from among the retirees of the FAO.

The fifth year – 1979

There was an extraordinary (and unnumbered) meeting of the Council held in Geneva on 28-29 June 1979, in order to prepare guidelines for its two observers the to 25th session of the Pension Board to be held in Manila on 9-20 July 1979, Bruce Pringle and Jean-René Rivet. These guidelines covered items on the Pension Board's agenda relating to investments by the Fund, pensionable remuneration, children's allowances, increase of pensions after the age of 75 years, composition of the Pension Board and the Emergency Fund. The Federation expressed its satisfaction with the Pension Board's decision to invite two observers from FAFICS attend this meeting. However, it expressed the wish that this representation should figure explicitly in the internal rules of the Pension Board.

The regular fifth meeting of the Council took place in Geneva on 25-26 October 1979. It was chaired by Jean Guiton and Charles Ledderrey was Secretary and responsible for drafting the summary record. The Chairman of FAFICS, Jean Guiton, who was concurrently Chairman of the Committee of Former UNESCO Civil Servants, had visited Geneva three times on FAFICS business during the past year and his association had spent \$800 on these travels. This led the Council to decide that the Chairman's travel costs should be paid

out of a common budget of the Federation. The Council decided that the Member associations should contribute to the Federation's budget at the rate of half a US dollar per member for 1979 and at the same rate for 1980. As it was hardly possible to make precise budgeting estimates the probably receipts of about \$2000 per year, should be divided equally between the Chairman's expenses and those of the Secretariat. It appointed a new volunteer Treasurer Ms Emily Vanbraecken of AAFI-AFICS and it gave the Secretary power to incur expenditure up to \$100, the authorization of the Chairman being required for larger sums.

Under an item labelled "Defence of Common Interests", the Council thanked its observers for their reports from various meetings they had attended on behalf of FAFICS, such as:

A note by René Petit on the Working Party of the UNJSPB, in Vienna, 5-9 June 1979, and of the Pension Fund's Standing Committee, in Geneva, 10-13 June 1979;

A report by Bruce Pringle and René Petit on the 25th session of the UNJSPB, in Manila on 9-20 July 1979;

A report by Henri Reymond of the 10th session of the ICSC, held in New York on 13-31 August 1979, together with the texts of two statements Mr Reymond had made to the Commission.

* * *

The Council continued to meet annually, and during the 1980's it would also meet in occasional special sessions, in order to deal with the critical problems affecting pensioners due to the effects to pension benefits of exchange rate fluctuations and inflation. There are far too many other meetings to be summarized in a 35th anniversary Bulletin, so this document has concentrated on what transpired during the first five formative years.

The Council meetings during 1975-1979 were important because they took place at the beginning of the life of a structured Federation, during which the Council sessions adopted common positions, guidelines and statutes. The member associations discovered that there were differences among them, particularly over pension adjustment, and they learned how to negotiate and reach common positions for a common defence. They became FAFICS' first observers, and later representatives, to the meetings of the UN Joint Staff Pension Board, its Standing Committee and to the International Civil Service Commission. They broke new ground for us, their successors in a Federation, which has now become recognized as the unique representative of UN system retirees and beneficiaries of the UN Joint Staff Pension Board.

In a true sense they were pioneers.

Anders Tholle
Secretary, FAFICS, 2002-2010

* * *

HISTORY OF MEMBERSHIP AFFILIATIONS

Year Admissions

- 1975 The founding member associations were AAFI/AFICS-Geneva, AFICS-New York and FFOA-Rome. The Committee of Former UNESCO Officials (Paris) was represented at the founding meeting on 26 July 1975 by an observer in the person of its Chairman Jean Guiton.
- 1976 The second session of Council approved the admission of the Committee of Former UNESCO Officials (Paris) and the Association of Former United Nations Personnel of India (AFUNPI-Bangalore). For the latter the admission was subject to the Council receiving information concerning the Statutes and membership of this association. Upon receipt of such information and clarification that non-Indian nationals could become members of AFUNPI, its admission was confirmed by the FAFICS Chairman by letter to the AFUNPI Honorary Secretary on 29 April 1977.
- 1981 AFICS-Chile and BAFUNCS-UK
1982 AFPNU-Mexico and BAFUNCS-UK
1987 CAFICS/ACAFI-Canada
1988 AFICS-Argentina and UNPA-New Delhi
1991 AAFICS-Australia
1992 ARICSA-Austria
1993 FOA-Turin and AFUNO-New Zealand
1996 ASOPENUC-Colombia, AFICS-Moscow, AFICS-Sri Lanka and AFICS-Uruguay
1999 AFICS-Addis Ababa
2000 AAFIB-Brazil
2001 AFICS-Lebanon, AMAFINU-Mali and AFICS-Thailand
2002 AFICS-Egypt and APEFONU-Paraguay
2003 AAFNU-Burkina Faso, ACAFNU-Congo-Brazzaville and AFUNPR-Indonesia
2004 AFICS-Bolivia, APUNG-Greece and AUNPP-Pakistan
2005 UNAPATA-Tanzania
2006 ARNUC-Congo-Kinshasa, AEFSNU-Ecuador, AFICS-Netherlands and AEFNUP-Peru
2007 ACEFUN-Costa Rica, AEFNUC-Cuba and AFICS-Kenya
2008 IAFICS-Israel and IGFICS-Myanmar
2009 AFUNSOB-Bangladesh, AFICS-Philippines and ARICSCAM- Cameroon, the latter as an Associate Member
2010 AFICS Mauritius, AFICS-MSB (Malaysia, Singapore and Brunei), AFICS-Ukraine and UNPAS-Somalia as an Associate Member

* * *

PRESIDENTS OF FAFICS

2008 -	Andrés Castellanos
2004 – 2008	Witold Zyss
1999 – 2004	George Saddler
1989 – 1998	Aamir Ali
1985 – 1989	Margaret Bruce
1983 – 1984	Alan Elliot
1979 – 1982	Jean Guiton
1975 – 1979	Paul Blanc



REPORT ON THE 39TH SESSION OF THE FAFICS COUNCIL, 2010

The 39th session of the Council of the Federation of Associations of Former International Servants (FAFICS) was held in the refurbished offices of the International Maritime Organization (IMO) from 8 to 13 July 2010. The Council was hosted by BAFUNCS, the British Association of Former United Nations Civil Servants.

27 associations were represented at the Council

AAFI-AFICS was represented by Katia Chestopalov, Roger Eggleston and Odette Foudral.

As reported above, FAFICS is celebrating its 35th Anniversary and it is heart-warming to see that the body which was founded in 1975 by the Geneva, New York and Rome Associations of Former International Civil Servants should now have close to 50 member associations.

The 2010 Council session saw the admission of associations in Malaysia, Mauritius, Ukraine and Somalia. The heavy agenda was managed by the Presiding Officer, Anton Doeve from FFOA, Rome. Attention focused on pension and health issues. A careful review of the issues on the agenda of the 57th session of the United Nations Joint Staff Pension Board allowed participants to discuss and prioritize the proposals being put forward to the Board by the Working Group on Plan Design. The elimination of the 0.5% reduction in the first adjustment after retirement was clearly the first priority for everyone. (A report on the Pension Board session is being published separately)

In terms of health matters, the Council was made aware of the concerns expressed, *inter alia*, at the Annual General Assembly of AAFI-AFICS in respect of After Service Health Care. The AAFI-AFICS delegation brought forward a resolution on the matter; this was unanimously adopted by the Council. The text appears on page 31.

Marking his last session as Secretary, our own Anders Tholle (former President of AAFI-AFICS) presided majestically over the election process as a result of which Andres Castellanos was re-elected as President and Katia Chestopalov one of the 7 Vice-Presidents. Jay Sundaresan, from AAFI-AFICS Geneva, takes over from Anders as Secretary of the Federation. Roger Eggleston will be responsible for pursuing health matters in the Federation as well as continuing to represent FAFICS at the 2011 UN Pension Board.

RESOLUTION ADOPTED BY THE WORKING GROUP ON AFTER SERVICE HEALTH CARE FOR SUBMISSION TO THE 39TH FAFICS COUNCIL

The Thirty-ninth session of the FAFICS Council:

Taking note of UN General Assembly resolution (64/24 adopted on 24 December 2009),

Recalling that, in his letter of 28 November 2008 to the United Nations Secretary General, in his capacity as Chairman of the Chief Executives Board, the President of FAFICS had drawn attention *inter alia* to the importance of preserving the Organisations' After Service Health Care provisions,

Concerned that the request to the UN Secretary General contained in operative paragraph 3 of that resolution makes specific reference to "the financial and legal implications of changing, for current retirees and active staff members, (i) the scope and coverage of after-service health insurance plans and (ii) the contribution levels",

Underlining that the provision of After Service Health Insurance is a vital element in the package of benefits designed to attract and retain an effective expatriate workforce and hence to the maintenance of the integrity of the International Civil Service;

1. *Upholds* and is dedicated to ensuring the maintenance of current After Service Health Insurance (ASHI) schemes and the integrity of related benefits for all current and future eligible participants;

2. *Urges* Organisations of the United Nations system to take all necessary steps to ensure the financial viability of ASHI schemes so that they are adequate to meet the entitlements of retirees and their dependents;
3. *Requests* the FAFICS Bureau and its Working Group on After Service Health Care, in close collaboration with Member Associations to:
 - a. follow closely the evolution of this matter in the United Nations General Assembly;
 - b. take all such actions as it deems necessary to inform the United Nations Secretariat and the administrations of other UN System Organisations of its concerns;
 - c. seek legal advice, if necessary, in terms of defending the acquired rights of those in receipt of ASHI coverage;
 - d. press for regular actuarial evaluations of ASHI schemes;
 - e. provide whatever assistance to the UN Secretariat that may be helpful to it in terms of the inclusion of the views of retirees in the preparation of the comprehensive report requested by the General Assembly for submission in 2012;
 - f. report on progress to the FAFICS Council in 2011.



REPORT ON THE 2010 SESSION OF THE PENSION BOARD

The 2010 Pension Board took place from 14 to 23 July at IMO Headquarters, London.

As typifies the tripartite structure of the Board, no one is completely happy with the consensus outcome, but this year may perhaps best be summed up by the closing remarks of the Secretary/CEO that:

“the Fund is a secure place (we) can count on”.

In support of this conclusion there was good news about investment and cash flow.

The market value of investments as at 31 December 2009 was some US\$ 36.7 billion, an increase from US\$ 31.1 billion at 31 December 2008. By the time the Board met in July, the market value of investments was still around US \$36 billion; there remained, however, considerable volatility in the financial markets.

There were, nevertheless, positive indications from the Representative of the Secretary General for Investments (RSG) who reported that for the fiscal year ending in March 2010, the total investment fund had increased by 32.2 per cent.

There was also good news in terms of cash flow. Contributions from participants in the Fund in the year ending 31 December 2009 just exceeded expenditures on beneficiaries - by a very small margin of some US\$10 million out of the annual expenditures of US\$1.92 billion.

As expected, discussions in the Board were dominated by the results of the 31 December 2009 actuarial valuation which showed the Fund to be very slightly in deficit (-0.38 percent of pensionable remuneration). The Committee of Actuaries confirmed that this was nothing to be worried about; it results from the

incorporation of the 2007 UN Mortality tables in the calculation and the impact of the financial crisis on investments.

Nevertheless, just being in a negative imbalance tends to put a “wet blanket” on any suggestion of improvements to the design of the Fund.

Thus, the proposals from the Working Group were all put on hold until the financial situation allowed further consideration.

This was frustrating for all those who had been involved in the Working Group and who had made a series of proposals which they believed would improve the functioning of the Pension Fund (Details were given in AAFI-AFICS Newsletter No 4, June 2010).

Equally dispiriting for the representatives of the retirees was the decision of the Board to turn down the proposal to amend Article 35bis by reducing from 10 to 5 years the period of marriage during which contributions had been made to the Pension Fund. The opposition to the proposal first voiced by the representatives of the Executive Heads in 2009 became even more intense. FAFICS objected and vigorously defended the change in favour of a vulnerable group, a limited number of divorced spouses. Sadly, to no avail.

Roger Eggleston



CERTIFICATES OF ENTITLEMENT (CE)

The UNJSPF will be sending out the Certificates of Entitlement (CE) at the end of October 2010. AS SOON AS YOU RECEIVE YOUR CE, you should sign and date it, and return it to the Pension Fund. If you live in Europe, you may return the CE to the Pension Fund Office in Geneva: UNJSPF, PALAIS DES NATIONS, CH-1211 GENEVE 10, from whence it will be forwarded to New York.



OF CABBAGES AND KINGS

THE ART OF LIVING

I have a very close friend; we couldn't really be any closer. We were in school together, we were in the same House, we were in the same dormitory; we were in the same class; we were on many treks together in the Himalaya; we spent holidays in each other's homes. A few years ago, he and his wife spent a few days with us in Geneva.

I picked them up from the airport and brought them home. He prowled round the house (which he already knew from past visits); I mentioned the dishwasher which was *kaput* and how I'd been trying for days to get someone to repair it.

He pulled a screwdriver out of his back pocket (does he always travel with a screwdriver in his pocket? How on earth does he manage to sit down?) In a minute the door of the machine was opened up and its innards revealed. *Ah, yes*, he murmured and poked around with his screwdriver. In a few minutes, he was screwing the door on again. *It's OK now*, he said. *It was just a little thing. Anything else?* He actually seemed to **welcome** machines which had broken down.

He dealt with a few other things around the house; put up a picture which had fallen down; fixed a tap which was leaking; silenced a door which squealed when you opened it; changed a bulb which failed to light up when it should..

I was immensely grateful of course, but there was a little nagging feeling at the back of my mind: *How come he could do all these repairs so easily while I had struggled ineffectively with them for months?*

To cap it all, the next day I was driving him along the autoroute to the Valais and I showed him where my car had broken down in the middle of the night a few years ago. I had to run in my best and tightest shoes for about 15 minutes to the SOS phone and the next time I passed by, I discovered that if I had gone the other way, it would have been a quarter of the distance.

Why didn't you look at the arrows on the posts? He asked. And I learnt that the posts which line the autoroute have little arrows indicating which way to go for the nearest phone.

I had lived in ultra modern Switzerland for over 50 years and didn't have a clue about this while he, who lived in the little town of Dehra Dun, in the foothills of the Himalaya, knew it all. How?

Handling the mechanics of life is not exclusively dependent on a scientific education. When my parents were growing old and finding it difficult to read, we (that's my sister, my brother and myself) gave them a television set. In those ancient days it was a black and white affair with a minimum of switches and buttons, yet they could hardly ever manage to put it on and when they did they invariably got the wrong programme. (I am rather in that situation myself now so I know how they must have felt).

But the servants who were all illiterate and had never been to school, technical, scientific or literary, not only knew immediately how to work the TV but also when the most exciting films were going to be shown. How?

It is a bit of a mystery, whichever way you look at it. The mystery continues to grow; it has been further exacerbated by the electronic impact which touches us all, will ye or nill ye. I could live happily without understanding nuclear physics and go about my daily life, but I cannot live today without some understanding of the gadgetry of modern life. The simplest operations – going to the bank, buying a bus ticket, posting a letter, making a phone call, booking a flight, using a coffee machine, watching TV or playing a cassette or DVD – need some mastery of machines.

The computer is the epitome of this and electronic communication is what touches us most closely. Without its use, you become like an outcast on a desert island. Perhaps it's like the early days of the telephone and the car. Some people resisted these modern adjuncts to life for a while but sooner or later the pressures became irresistible. There is however a fundamental difference between a telephone and a computer. When

the phone breaks down you call the telephone company; when the car breaks down, you call the garage (unless your phone has broken down at the same time). When your e-mail mis-functions (and it does so more often than your phone or your car ever did) who do you call?

There is also a bit of a vicious circle in this business. To get help, you have to use the computer; if the computer has broken down, you can't do this.

I cannot go on any further about computers; I've been told very severely by my editorial colleagues that if they hear one word more about computers, they are going to dismiss me without further ado.

I can only conclude by saying that there are people who understand the mysteries of modern life and there are those who don't. Can you guess which group I belong to?

Aamir Ali



ANYONE FOR SHAKESPEARE?

“ROMEO AND JULIET”

Shakespeare was an exuberant storyteller who celebrated love with singular intensity. The romantic lyricism of “Romeo and Juliet” resonates with young and old.

There are thousands of love stories being published all the time and thousands more assail us from the screen: so what's so special about this one? Why has it endured over four centuries and seems set to endure for another four?

It is because everyone dreams of love and “Romeo and Juliet” remains the most poignant love story in western literature.

The drama concerns a murderous and ancient feud between two noble houses in Verona. The son of one and the daughter of the other are: “...*star-cross'd lovers*...” who “...*with their death bury their parents' strife*”. (The Prologue, line 6,8*)

Shakespeare adapted an old story of love and death. But a story changes into something else in the theatre; it takes on a life of its own. A few of “Romeo and Juliet's” characters appear to get out of hand, but he doesn't moralize or judge. Shakespeare's sympathy clearly lies on the side of the lovers.

The opening scene pleased Elizabethan audiences because it contained word play, bawdy and sword play. Servant banter begins with puns and boasts of sexual prowess. But it ends in dispute: servants of the two houses drawing swords and attacking each other.

The varied language of the play is enriched by many voices---as if by flashes of summer lightning. The play begins with a sonnet and is followed by servants speaking prose. Much of the play is in rhyming couplets and blank verse.

We first see Romeo as the rejected lover of Rosaline. Lovesick, he wanders the woods at night and hides from his parents and friends during the day. He can't talk straight: “*This love feel I that feel no love in this*”. (I, i, 180) He later speaks of his: “... *despised life clos'd in my breast*”. (I, iv, 110) It's as if the pain and anguish of his unrequited love for Rosaline have turned into self-disgust.

When Lady Capulet mentions marriage to her daughter Juliet's innocent reply is: “*It is an honour that I dream not of*”. (I, iii, 66) Her father has already arranged for her marriage to Count Paris without her knowledge. His

Juliet's love like Romeo's is rock-constant, but her expression of it is beyond compare:

*And yet I wish but for the thing I have.
My bounty is as boundless as the sea,
My love as deep: the more I give to thee
The more I have, for both are infinite.*

II, ii, 132-5

The few hours that Romeo and Juliet spend as man and wife are in private. Night brings them together and dawn leads to their separation. There is no mention of the fulfillment of their love. As dawn breaks they ask each other whether it is a nightingale or a lark that is singing.

Romeo and Juliet are impulsive and determined. They don't inform or obtain the consent of their parents. This might have been unacceptable to an Elizabethan audience, but a modern audience would hardly condemn them for falling in love and marrying.

The denouement of the play is remorseless. Shakespeare employs implausible devices to bundle "his children" off to hair-raising scenes of untimely death: an undelivered message, a potion to feign death, a poison and a determined dagger thrust. Events miscarry. Juliet wakes from the effects of a potion in a burial chamber to find Romeo's body beside her. She has the opportunity to flee. But utterly alone and surrounded by charnel horrors she cannot imagine life without the man she loves. Juliet doesn't flinch:

*Yea, noise? Then I'll be brief. O happy dagger.
This is thy sheath. There rust, and let me die".*

V, iii, 167-8

Why do we remember their happier moments? Juliet: "*Prodigious birth of love it is to me*". (I,v,139)

Romeo: *Night's candles are burnt out, and jocund day
Stands tiptoe on the misty mountain tops.*

III, v, 9-10

Because love is ever fresh in Shakespeare's telling. Because love is so much more than attraction, expectation and fulfilment. Why is the play so special? Because Shakespeare makes us care; because the love of Romeo and Juliet continues to glow in our imagination.

David James

All references are to: William Shakespeare, "Romeo and Juliet", edited by Brian Gibbons, the Arden Shakespeare, Nelson & Sons Ltd, Walton-on-Thames Surrey, 1980

**Editor's note – the Shakespeare Study Group meets every Wednesday morning from 10:30 to 12:00 at the ILO.
You can contact Aamir Ali (aamirali@bluewin.ch) or Elisabeth Belchamber (ebelchamber@bluewin.ch) for
information.**



HUMOUR

A reader suggested that we should recall the evening in 2004 when, to celebrate her 69th birthday, actress and vocalist Julie Andrews made a special appearance at Manhattan's Radio City Music Hall, New York, for the benefit of the American Association of Retired Persons (AARP).

One of the musical numbers she performed was an adjusted version of "My favourite things" from "The Sound of Music". Here are the revised lyrics:

(Sing it! - If you sing it, it's especially hysterical)

"Botox and nose drops and needles for knitting,
Walkers and handrails and new dental fittings,
Bundles of magazines tied up in string,
These are a few of my favourite things.

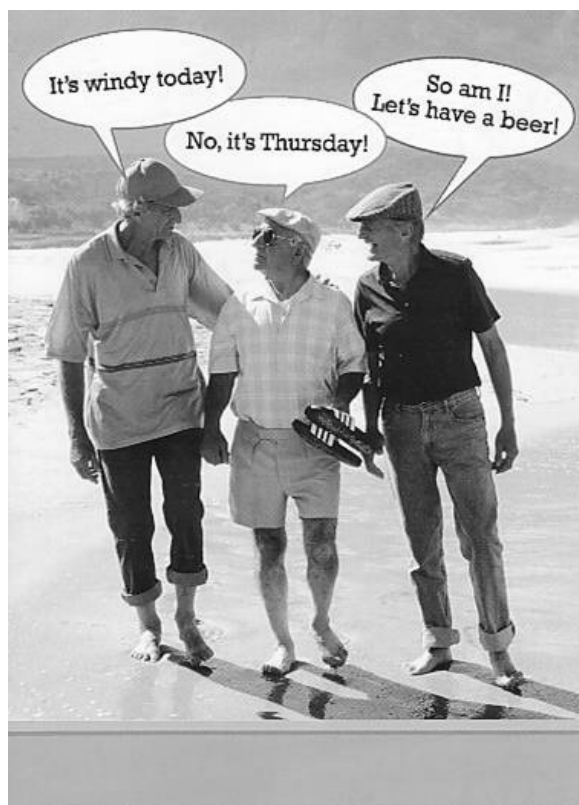
Cadillacs and cataracts, hearing aids and glasses,
Polident and Fixodent and false teeth in glasses,
Pacemakers, golf carts and porches with swings,
These are a few of my favourite things.

When the pipes leak,
When the bones creak,
When the knees go bad,
I simply remember my favourite things
And then I don't feel so bad.

Hot tea and crumpets and corn pads for bunions,
No spicy hot food or food cooked with onions,
Bathrobes and heating pads and hot meals they bring,
These are a few of my favourite things.

Back pain, confused brains and no need for sinnin',
Thin bones and fractures and hair that is thinnin'
And we won't mention our short sunken frames,
When we remember our favourite things.

When the joints ache,
When the hips break,
When the eyes grow dim,
Then I remember the great life I've had,
And then I don't feel so bad."



UK CONSULAR SERVICES

It has been announced that as part of the British Government's quest to deliver its services in the most resource efficient way possible, the Consulate-General in Geneva will close at the end of September 2010.

As from **1 October 2010** all consular services other than the issuance of British passports (see below) will be centralized at the **British Embassy in Berne**.

British Embassy
Thunstrasse 50, POB 265
3000 Berne 15 - Switzerland

Telephone : 0041 31 359 7700
www.ukinswitzerland.fco.gov.uk

In January 2009, the UK Foreign and Commonwealth Office had announced that the **Passport Service** for British nationals in Switzerland would move from Geneva to Paris.

Since **1 January 2009**, **passport applications** should be sent by courier or registered post to

British Consulate General
BP111-08
75363 Paris Cédex 08 – France

LETTERS TO THE EDITOR

The 2010 earthquake in Haiti: How the UN honored the victims and supported their families?

Introduction

On Tuesday, 12 January 2010, a terrible earthquake devastated Haiti, and in particular its capital, Port-au-Prince. The United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) lost 101² members of its staff, among them our daughter, Lisa Anne Mbele-Mbong, almost 39³.

The reader has probably read a lot about this disaster, the worst in the history of the Country and the Organization. What may be less known, and that we would like to give a sense of here, is the way the UN have handled the catastrophe: looking after the orphans, taking care of the deceased with dignity and honoring their memory, supporting and empathizing with the grieving families.

Looking after the orphans

Lisa had been working for MINUSTAH as a Human Rights Officer and a Strategic Analyst in their Joint Mission Analysis Cell, since April 2005. She had transferred there from MONUC, in the Democratic Republic of Congo. Her son, Nady Khanya Chalmers (age 10), who had been living here in Gex with us since his birth, joined her in Port-au-Prince in September 2007. When the earthquake struck, the Mission looked after him, although her post was classified as non-family. Ms Lizbet Cullity and Ms Denise Opperman, two of Lisa's closest colleagues, took Nady in and, with deep concern for his safety and well-being, arranged for his evacuation by MINUSTAH to Santo Domingo, Dominican Republic, on Saturday, 16 January. His aunt Leontyne arrived there from San Francisco, USA, the day after and, at UN expense, they both flew on 21 January to Paris where we met them.

Dignity for the bodies of the deceased

Deliberate and meticulous care was taken to ensure proper formal identification of the bodies of the victims. For Lisa, this took nearly three weeks – an eternity of painful waiting. Then the UN arranged and paid for the body to fly from Santo Domingo to the Geneva / Cointrin Airport where it arrived late on 4 February 2010, accompanied by Ms Jennifer Pilkington, a UN staff member from New York. In the morning of 5 February, UNOG held a small ceremony at the airport, formally returning Lisa to us. It took place in a special setting, the casket covered with a UN flag with flowers from the UNOG, and flanked by an honor guard and UN flags. The dignity of the ceremony and the support of colleagues and friends helped us bear this very difficult moment. In attendance were several local colleagues of Lisa's and the Rector and Deacon of Emmanuel Church Geneva. The colleagues included Ms. Vassiliki Krapsiti (Administrative Assistant), Mr. Hervé Blanchet-Voyet (Staff Welfare Assistant), Mr. Janick Pierre Mangin (Security Captain), Mr. Adamou Koumago (Human Resources Officer), Mr. Hugues Noubissie (Special Assistant to the Director), and Mr. Alfonso Barragues (Human Rights Officer). Many of them also took part in the funeral service which took place at Emmanuel Episcopal Church, Geneva, on 11 February 2010.

Memorial ceremonies / Commémorations

On 28 January 2010, in Port-au-Prince, MINUSTAH held a ceremony to honor the memory of the members of the Mission who died in the earthquake. A large plaque gave the names of all the staff members– national and international, civil, police and military – who had formally been identified as having perished in the earthquake. Another space was provided where friends and colleagues of the deceased could post photographs. No section of the Mission was left untouched, and the void can never be filled, Edmund Mulet, interim Special Representative of the SG stated in his presentation. The ceremony was very important also for those who, though still in shock and mourning themselves, continued to give of themselves fully in the aftermath of the earthquake.

² Official count as at 9 March 2010.

³ For more information on Lisa, see the Web site created by her friends at: <http://lisa.mbelembong-memory-of.com>

On 9 March 2010, at the UN Headquarters in New York, the United Nations organized a memorial service to pay tribute to and honour the memory of all the victims from the UN present in Haiti on that date, either on assignment or on mission, and therefore who gave their lives in the service of peace. The service was transmitted live via intranet to all major UN Offices in other cities around the world, especially in Geneva and Port-au-Prince.

By then, 101 UN victims had been formally identified. Two members from each of their families, sometimes more when there were children, were invited to attend, with travel and two nights and meals at the hotel covered by the UN. All invited guests, about 400 in all, were lodged together in the New York Helmsley Hotel so that they could interact together if they so wished.

On the morning of the service, the families, many with other friends and colleagues joining them, were escorted by their contact persons to the United Nations where they were greeted and offered refreshments. Then we all entered the Trusteeship Council Hall, via a corridor where photos and descriptions of all the victims were displayed. The arrangements had been carefully planned, and it was immediately evident that much thought had been put into the service. One of the most poignant moments was hearing a poem written and read by H.E. Mr Antonio Pedro Monteiro Lima, the Permanent Representative of Cape Verde, and the most difficult was listening to the reading of the names as a photo of each was shown on the screen. The Secretary General, Mr Ban Ki-moon, was clearly moved and greeted each family after the service.

(The full service is available on video at: <http://www.un.org/fr/memorial/haiti/commemoration.shtml> and well worth the time to watch).

The ceremony was very moving for us all. Equally important was the time spent together, especially at the reception following the service and at a briefing by DPKO later in the afternoon, talking quietly with other families and learning more about colleagues of our own lost member. The care, thought and time put into the ceremony and the gathering meant a great deal to all of us. Being brought together made us feel a real part of the UN and MINUSTAH family, as together, families and staff, we grieved the loss of our loved ones.

Support to the families

To support the families, the UN established a special ad-hoc emergency Unit at the UN Headquarters in New York very shortly after the catastrophe. The Unit was lead by Mr Paulin Djomo, and staffed on a volunteer basis. Within it, one specific focal person was assigned for contact with each family. For us it was Ms Jennifer Pilkington. We had regular contact with her, she made inquiries for us and relayed information from the many fronts and offices working on the disaster. Her deep concern for us and ready efforts to do all we could were a great comfort in the early days and weeks.

To the same end, the UN Geneva Office (UNOG) assigned Ms Annabelle Borg, Staff Counselor.

In addition, the UN Secretary-General, Mr Ban Ki-moon sent a personal letter to each stricken family. Ours was delivered at our house on 3 March by Mr Ivan Koulov, then Chief of Human Resources Management, UNOG.

Expenses and paperwork

The UN generously covered the expenses and arrangements for Nady's evacuation to Paris via Santo Domingo, and the tickets for Leontyne to travel from to Santo Domingo to Paris and from Geneva back to San Francisco. The UN also paid all the costs of the evacuation of the body, including the travel of Jennifer who accompanied it, those of our trip to New York to attend the service, including hotel, meals and a per diem and a lump sum for the funeral. They have also taken care of the paperwork – death certificates, and the myriad bits of follow up for entitlements – with more to come.

In the midst of our great loss, we have been greatly aided by the care with which the many people at the United Nations have helped us with so many of the things necessary following such an event. The tributes and our being invited to the service in New York have been a support beyond measure.

We wish to take this opportunity to thank everyone.

Samuel Mbele-Mbong



SEMINAR ON WILLS AND SUCCESSIONS THANKS TO AFICS AND AMFIE

On 28 September 2010 I took part in a seminar, sponsored jointly by AFICS and AMFIE, held in the ILO on Wills and Successions. Since it had been well publicized, over 350 international staff and retirees attended.

Mr. Roger Eggleston, Chairman of AFICS, opened the meeting with a quotation from Julius Caesar: *Friends, Romans and countrymen, I come to bury Caesar...*

He then introduced *Mme Rosette POLETTI*, *Psychotherapist and WHO expert who spoke on 'Thinking about the future'*.

Two notaries, one from neighbouring France and another from Lausanne, were on the podium. Each complemented the other in a manner both professional and friendly, injecting humour into their explanations on the legal differences between France and Switzerland in the event of death. *Maître Laurent BESSO*, Notary from Lausanne, spoke of important differences between the 26 Cantons in Switzerland, whilst *Maître Nathalie ANDRIER*, Notary from Annemasse, explained the legal aspects in France.

Under the friendly and humourous Chairmanship of *Roger Eggleston*, the participants had the chance to pose important questions on the legalities involved in the case of death in both countries. Questions about tax obligations and death duties were explained, as well as the various formats Wills could take and their language, warnings about the immediate closure of bank accounts in the event of death, and other equally important administrative procedures were detailed. These two experts expressed clearly what the requirements were, with aplomb, ease and humour. They were clearly enjoying taking part and their easy wit soon caught on. It seemed at times, more like a Show and they made it extremely enjoyable to listen to them both. The atmosphere was very friendly, mingled with a lot of humour, which so often is missing at such events.

An interval had been organized with refreshments offered by AMFIE, at which participants were encouraged to network, thus giving ample opportunity for participants to mingle with erstwhile colleagues.

The meeting ended with presentations from *Mrs. Jaana SAREVA*, of the Legal Office, UNJSPF, New York, with video displays, *Mr. Alan BLYTHE*, Head of its Geneva Office, and *René VARGAS*, Chief of the Geneva UNJSPF Client Service. *Mrs. Nana LEIGH* former AAFI-AFICS Social Worker made some final comments.

All in all it was a splendid afternoon. Thanks are due to both AFICS and AMFIE for what turned out to be a really interesting afternoon.

Joy Pattinson



NOUVEAUX MEMBRES

NEW MEMBERS

AGODZO Doreen M. (UNHCR)	4C chemin de la Planche Brûlée FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 408 770 doreen.agodzo@live.com
ALTURO Ann (WMO)	Rue Chandieu 9 CH-1202 Genève	0041 78 646 2645 ann.alturo@gmail.com
AUTHOSERRE-BELLON Françoise (UNHCR)	Chemin Neuf-de-Vésénaz 7 CH-1222 Vésénaz	0041 22 345 0674 francoise.geneve@bluewin.ch
BOUTALEB Abdelaziz (ILO)	Rue de Neuchâtel 6 CH-1201 Genève	aazizboutaleb@yahoo.fr
COHEN Hilda (UNOG)	Chemin de Vers 22 CH-1228 Plan-les-Ouates	0041 22 784 7142 cohenhilda@hotmail.com
ETTORI Chantal	Route de Colovrex 16 CH-1218 Le Grand-Saconnex	
HAFIZ Nassim (UNOG)	Chemin du Triangle 2 CH-1295 Mies	0041 79 540 5352 nassimhafiz@yahoo.fr
HULSEMAN Edward # (WHO)	191 Rainbow Drive #9160 US-Livingston, TX 77399	001 619 274 4111 edward9@gmail.com
KEARNS Margaret M. (ILO)	144B route de la Fontaine FR-01280 Preveysin-Moëns	0033 450 409 839 margaret.kearns@orange.fr
MASSON Catherine # (UNECE)	545 chemin des Hautins FR-01280 Prévessin	0033 450 409 283
MATTEI Manon (ITU)	198 rue des Hutins FR-01220 Divonne-les-Bains	0033 450 200 579 manon.mattei01@gmail.com
NAMBOKA Ireneo O. # (OHCHR)	29 rue de Meyrin FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 429 227 ireneo.o.namboka@gmail.com
NEHARI Linda	Rond Point de la Jonction 6 CH-1205 Genève	0041 22 321 9946 linda.nehari@gmail.com
NOCK Annette (WHO)	Rue de Lausanne 129 CH-1202 Genève	0041 22 732 7177 nockag@gmail.com
RIVALS Janine # (UN)	6 rue Laromiguière FR-75005 Paris	0033 145 357 079 jr@amfie.org
STOCKER-FITZGERALD Geraldeen # (ILO)	Rue de la Prairie 17 CH-1202 Genève	0041 22 344 1481 Fitzgerald@gmail.com
URENA Marie-José (ITU)	Chemin Adolphe-Pasteur 9 CH-1209 Genève	0041 22 733 7025 mj.urena@bluewin.ch
VELEV Veltcho (ILO)	Chemin Moise-Duboule 33 Ch-1209 Genève	0041 22 788 8024 velevv@bluewin.ch
VON SCHWEINICHEN Cristina	Rue de Neuchatel 33 CH-1201 Genève	0041 22 731 7066 crisguy@bluewin.ch

ILS NOUS ONT QUITTÉS

THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG-ONU GENEVA

BAUMGARTEN Jeannette	04 04 2010
DIGUARDI M.	15 23 2010
D'OULTREMONT Théodore	21 03 2010
DUBOIS Evelyne	26 03 2010
DUPUY Gisèle	31 08 2010
LE COULTRE Marianne	25 08 2010
MATUTE-IRIAS Carlos	27 04 2010
PORTIER Louis	22 02 2010
POUSTINIKOFF V.	22 03 2010
ROULET Suzanne	27 07 2010
SICILIA-BOLOMEY Françoise	16 06 2010
VOUTSINAS Paul	26 03 2010
ZAHLES-GRUBER Marcelle	21 02 2010

UNCTAD – CNUCED

CORBET Christopher	04 06 2010
--------------------	------------

UNECE – CEE ONU

RUDOWICZ Hélène	05 04 2010
-----------------	------------

UNHCR

BARBERO Mari-Thérèse	15 03 2010
LUSTOSO DA CUNHA G.	10 06 2010
TEKEU Justin	26 10 2009

GATT

PLESSZ Micheline	05 03 2010
------------------	------------

ILO – BIT

ADOSSAMA Adam Pierre	09 05 2010
ALLEN Pierre	20 06 2010
ARTIMANA Yvonne	15 09 2010
ASTAPENKO PL	22 03 2010
AZIZ Abdul Majid	17 09 2010
BALLY Victor Jean Alain	07 04 2010
BOULMIER A.J.	09 05 2010
CODINA Francisco José	03 09 2010
CROSS Maisie J.	13 04 2010
DONMEZ Hilmi	23 02 2010
FATIGATI Danielle	23 08 2010
FRIEDRICH Anna	23 03 2010
GATTI (TRQVAGLINI) Maria L.	10 05 2010
HABENICHT Gisela	27 03 2010
HELLÉN Eric	00 06 2010
MARTHE Raymond	14 08 2010
MATILAINEN Jouko Aukusti	01 03 2010
MEJIA Castro A.	10 03 2010
MUKHERJEE A.	05 05 2010
PERERA Walgampelage	20 09 2010

PICKETT Liam Edwin	02 09 2010
RATAJSKI Alexander	10 07 2010
SCOTT Frank Alexander	26 01 2010
SERRE A.J.	30 03 2010
VEHRLING I.	10 04 2010
WALT Roger	11 03 2010
YPSILANTIS James	12 09 2010

IMO – OIM

CLARKE Raymond Gerald	16 03 2010
GOLL Else	21 11 2009

ITU – UIT

BUNTER Lucienne	03 08 2010
CHOLLET Fernande	21 08 2010
DE BRUYN Jeanne E.	05 04 2010
DJORDJEVIC Susanne	26 04 2010
FRANCIS John	18 09 2010
GUEGUEN (KIEFER) Jacqueline	23 04 2010
PRANATA Juliana	09 05 2010
RZEPECKI Kazimierz	01 03 2010

WHO – OMS

ABDI Pourandokht R.	24 02 2010
ABOU BASHA Youssef Kamal	14 03 2010
AGUESSY Dominique G.	05 02 2010
BAJAJ B.R.	13 02 2010
BANKOWSKI Zbigniew	07 04 2010
BERNARD Marguerite	01 03 2010
BLOUIN Eglia M.	18 04 2010
BONILLA Ligia	22 02 2010
BOUDZOUYOU Gabriel	19 04 2010
CASTILLO Charlotta R.	07 03 2010
CENTENO Edouardo	20 04 2010
COMLAN Guy	09 03 2010
DE NASCIMENTO Alberto	24 02 2010
DESBOIS Margaret	08 02 2010
DI IORIO Mario	16 02 2010
EL DARWISH Mona	06 05 2010
FARAH Gebran	04 03 2010
FERNANDES Iron	06 05 2010
FRATTICIOLI Maria G.	07 03 2010
GEIZER Imrich	04 05 2010
GIBSON John M.	28 02 2010
GOUMBA Abel	11 05 2010
GREENING J.M.	28 02 2010
HENDERSON John H.	04 01 2010
HUGHES Patrick Henry	27 03 2010
JACQUESSON Elisabeth	03 02 2010
JOSEPH Georges	25 07 2010
JUAREZ DE AROYO Marta A.	23 03 2010
KIERSKI Josef	16 05 2010

KIMANI François	27 04 2010
KYRIACOPOULOS John D.	21 04 2010
MARKHAM Elsie	08 02 2010
McDERMOTT Cecily	25 02 2010
MIRANDA FRANCO Rafael	07 05 2010
MONTANELLI M.	06 10 2009
MOYA Bravo V.	20 05 2010
MPIKA Marcel	24 01 2010
MSAMBICHAKA Khadja Ali	10 08 2010
NEVES Alberto G.	05 01 2009
NZIELE Elise	22 01 2010
ONEGA Gladys Susana	28 04 2010
PILECKI Bohdan	19 01 2010
RADOJCIC V.	01 03 2010
RASKOVA Helena	13 04 2010
RAY Kalyani	19 01 2010
SANCHEZ Taurino	15 01 2010
SANDOVAL M.	24 03 2010
SCHEPENS Jacques R.M.	20 04 2010
SERA B.R.	28 02 2010
SHURT M. Vinetta	21 04 2010
SYLVAIN Jeannette	19 04 2010
TAINE Seymour I.	21 02 2010
THANGAVELU Mahalingam	00 10 2009
URIARTE Pablo	17 02 2010
WALDRON Kenneth S.	19 04 2010
WISNIEWSKA Marianna	12 04 2010

WMO – OMM

CHELAM E. Satyavati	09 04 2010
WIIN-NIELSEN Aksel Chris	26 04 2010

UNHQ – ONU NEW YORK

ABRAMOWITZ F.	24 04 2010
ARANDA J.M.	11 05 2010
AUDOIN D.	15 04 2010
BABINOWICH Margret	09 05 2010
BEEFTINK Ginette M.	03 04 2010
CHO S.C.	10 04 2010
CONSTANTINIDIS Athanase	14 03 2010
CUNNINGHAM V.	18 04 2010
DE BRITO Henrika	06 03 2010
DODGE S.J.	29 03 2010
EDWARDS Kenneth	20 02 2010
ELSHIRBEENY Ali	22 02 2010
FERRARO E.	27 02 2010
GIOVE Stephen	14 05 2010
GIULIANI François	22 06 2009
GOLDSTEIN A.	20 12 2009
GUERNON Aline	01 05 2010
HOFFMAN Frank	30 04 2010
JEAN-JULIEN Elvire	01 05 2010
JEMMOTT M.A.	13 05 2010
KAPUR Krishan	20 04 2010
KAARWACKI Janusz	20 02 2010
KOLENIK D.E.	12 03 2010
KUMAR Baldev	17 02 2010
KUSUMA Pauline	03 04 2010
LE BOURGEOIS Marie Joseph	17 03 2010
LIN Ying Shya	23 04 2010

LUKE Kenneth D.	19 05 2010
MALHOTRA P.	16 05 2010
MANOUSHAGIAN Lucy	08 03 2010
MAWLAWI Farouk	26 01 2010
McGUCKIN Matthew	30 03 2010
MELVILLE Ronald	06 05 2010
MICU Nicolae	14 04 2010
MIKKOLA Markku	04 05 2010
MORGAND Irene S.	21 02 2010
NIKIFOROV Valentin	29 04 2010
OLVER Ruth	20 03 2010
ORAMAS Luz Celia	15 02 2010
PALMIERI P.G.	18 05 2010
PEREA J.	14 04 2010
PRESS-DIEZ Ethel	04 02 2010
PRIETO Graciela	02 04 2010
QUIROLGICO Amparo	20 05 2010
RAJKOVIC Velmir	18 04 2010
RASMI Laila	07 02 2010
SANTOS-VILLAREAL Abelardo	31 03 2010
SANZ Msrtin M.	09 12 2009
SAURO J.L.	15 02 2010
SILVERT Katalin	30 01 2010
SIMON Leonard	12 01 2010
SINCLAIR Peter	09 02 2010
SPICEHANDLER Daniel	20 04 2010
STANTON Elizabeth	21 04 2010
SUAREZ Cecilia	31 03 2010
TAMISIER O.I.	11 02 2010
TRAVUS Patricia May	11 03 2010
TYR Helene	05 05 2010
VALERO Anamaria	24 02 2010
VAN DER GRAAF J.W.E.	24 03 2010
VIDARD Anne Marie	20 01 2010
WILLIAMS Maurice J.	10 05 2010

ECLAC

DEIZ-CANEDO Marialuisa	19 04 2010
MARIN Rosa	18 02 2010
RUIZ TERAN Guadalupe	21 01 2010
TOMASSINI Luciano	18 03 2010

ESCAP

AGILE R.A.	04 01 2010
AHMAD Nafis	10 02 2010
DAHLKE Gerhard W.F.	28 03 2010
NISHINA Sachio	23 01 2010

FAO

ANDERSON D.	28 03 2010
AXINN George Harold	08 03 2010
BARRIOS Manuel	21 12 2009
BATTISTI Cesare	16 05 2010
BEN ALAYA Habib	26 02 2010
BIONDI Antonio	03 03 2010
BIRCH Esther	11 02 2010
BREDO Elisabeth	10 03 2010
BREGA Afra Licia	10 04 2010
CABALLERO Jose Maria	01 05 2010

CADENAS Flora F.	05 03 2010
CHANNA Muhammad Ali	07 12 2009
CHIKUNI Shiuro	20 04 2010
GINELLI Elisabeth	28 02 2010
DAVIES Sylvia	08 02 2010
DE POOTER Maria T.	17 02 2010
DECEUNINCK Valère Maurice	22 02 2010
DELGADO-CASTILL	02 03 2010
DEVRED HALLET Christiane	04 04 2010
DIALLO Tely Oury	18 08 2009
ENGLISH Marcus John W.	04 03 2010
ENGVALL Lars Ola	22 02 2010
FERNANDEZ-DAMBORENEA F.	02 02 2010
FIorentino Pasquale	23 03 2010
HAUGAARD P.	12 03 2010
HUGUET Jeanne	28 02 2010
LORD Edgar Fred	17 04 2010
MAHARJAN Dwarka	23 04 2010
MARTENS Ayi	04 04 2010
MAZZONI D.	04 05 2010
McKENZIE Lorna	08 01 2010
NARDELLI Anna	13 02 2010
NAURIYAL Pratibha	22 02 2010
OH Heung Keun	29 07 2009
PATHIRANA W.	06 04 2010
PERRY James Rees M.	17 03 2010
PHONGPHANT P.	13 05 2010
PUCCIO Vee	23 05 2010
RAKOTONINDRINA Victor	20 02 2010
ROBB James Maartin	28 02 2010
ROMANO G.	04 03 2010
ROSSI Luigi	07 03 2010
SARAN Ram	24 04 2010
SCHMINCKE Karl Hermann	03 03 2010
SHIMURA Nobue	07 03 2010
SIHM Poul Adam	05 03 2010
SUKHATME Indumati Deval	04 05 2010
THOMFORDE Phillip	23 02 2010
TRAINOR Henry Christophe	24 11 2009
VAKOMIES Terttu Tuulkki	23 05 2010
VAN ROOIJ Johannes Petrus	16 02 2010
VANT Leven Jacob	29 04 2010
WEIBGEN Frederick	09 04 2010
ZAREMBA Jean Zozislaw	12 04 2010

IAEA – AIEA

ABOU ZAHRA Ahmed Anwar	31 03 2010
BILBAO ALFONSO Alejandro	25 05 2010
DEVEY Elizabeth	17 01 2010
JUNGMANN August	28 02 2010
KOGLER M.	01 05 2010
KREUTZER Margarete	05 07 2008
MALLY Sonia	12 03 2010
PERNICKA Frantisek	02 01 2010
VAN DER KEEMEL Nancy	16 05 2010

ICAO – OACI

BERGERON L.	16 03 2010
BORDUAS Pierre	04 03 2010
DU POSET Guy	16 02 2010

GONZALEZ COLLADO M.	02 02 2010
HEWITT Clifford Alton	01 03 2010
JAYASEKERA S.E.	12 05 2010
KOHLI Sarindro N.	28 01 2010
SCHWARZ Uri	02 05 2010
SCOTT Walter S.	24 03 2010
SMITH Stephen E.	13 02 2010
THONOPITAKS Preecha	10 11 2009
VAN GELDER Johanna	02 04 2010
ZALOUM Germaine	11 05 2010

UNCHS

CHETTY Krishna Sulochana	11 02 2010
WILFORD Christopher Leslie	13 04 2010

UNDP – PNUD

ABOULRAHMAN Hamisi	15 07 2009
AGUIRRE Bayani S.	31 03 2010
AHOUANMENOUE Jerome	23 05 2010
BADIN A.	28 03 2010
BAINAN Hadi H.	08 04 2010
BIBI Hassen Jan	23 08 2009
DEMIRYUREK Yilmaz	11 03 2010
ETEMBA Etuly Marthe	09 01 2010
FIDA Mohammad	19 10 2009
LEE Moon Ja	23 12 2009
MAHMOUD Yousuf O.	02 03 2010
MANDARI Mansuri Juma	20 11 2009
NICOLESCU Ion	21 03 2010
OFORI Daniel C.	12 11 2009
SULAIMAN Zahra Bint	27 04 2010
TAYLOR Andrew S.	26 01 2010
TEHOU Augustin	07 02 2010
THOMAS Aleyamma Mathai	07 05 2010

UNECA

BEKELE Tilahun	19 12 2009
LEGESSE Mosisa K.	08 07 2009
MULU Mellese	23 10 2009
OHADIKE Patrick O.	13 02 2010

UNEF

ELSAYED KHATTAB Ezz	09 03 2010
---------------------	------------

UNESCO

BARTELS Francis L.	20 03 2010
BREWER Harry	20 04 2010
COLIIN Marie T.	23 02 2010
CULBERT Frederic	02 05 2010
DATTA A.	29 01 2010
KINANY Odette	08 05 2010
KULLA-BEAUZETHER Barbara	07 04 2010
MADI Rukmini	02 04 2010
MSA-NZE Jacques	12 03 2010
OULDALI Bekadour	08 03 2010
RAIS Hassan	21 04 2010
RAMOS Saacot	14 05 2010

RANASINGHE Amara D.	12 02 2010	TAHA Susan	30 03 2010
SINGH S.	02 02 2010		
TCHENG Yung-Kuan	01 02 2010		
URBANI I.	21 02 2010		
UNIC		UNIFIL	
DUARTE DI MORENO Luz S.	07 04 2010	DIAB Barakat H.	18 04 2010
UNICEF		UNIKOM	
ARNOLD Edward James	05 04 2010	LOZANO Angel	11 03 2010
AVO Francis K.	24 01 2010		
CIURZYNSKI Tadeusz	28 11 2009		
HAQUE A.K.M. Abdul	08 03 2010		
KAPPAL K.K.	15 01 2010		
NNADOZIE David Duruobi	28 12 2009	UNON	
PHIRAKIJKUSOL Pajjarindr	18 04 2010	VILILI Alfayo K.	24 08 2009
SAEED H. Mohammad	06 10 2009		
STANDAERT Willem	21 04 2010	UNOV	
SUBRAMANIAM Vaduvambal	25 01 2010	ANDERSON Eva	30 03 2010
WAGEEALLA Sakug ek Husse	30 03 2010	JAMINSKY Borys	23 02 2010
		STENZEL Kurt H.	01 03 2010
UNIDO – ONUDI		UNRWA	
FAWZI Maureen	11 04 2010	GRAHAM Rita Clarice	28 02 2010
Hamdy Mostafa	08 05 2010		
HANNOUSH A.	22 02 2010	UNTSO	
KITCHELL Raymond E.	02 04 2010	ELYAN Ibrahim Mahmoud	25 02 2010
KUMMER Kristina	14 05 2010		
PRAGER Maria	04 01 2010	UNU	
RUSSELL B-	07 01 2010	KARASAKI Kishiko	11 04 2010